

DEPARTEMENT DE L'ARIEGE

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES DU PAYS DE MIREPOIX

COMMUNE DE BELLOC

Ouverte le 15 Décembre 2022 par arrêté de Mme la Présidente du SMDEA en date du 9 Novembre 2022



Siège du SMDEA 09 St Paul de Jarrat



Mairie de BELLOC

RAPPORT DE LA COMMISSAIRE ENQUETEUR

Commissaire Enquêteur
GARRETA Marie-Chantal

SOMMAIRE

PREAMBULE :

I - Présentation de la Commune	5
II - Présentation du maître d’Ouvrage	8
II.1 Principes généraux	10
II.2 Assainissement collectif	10
II.3 Assainissement non collectif	11

1 - ENVIRONNEMENT DU PROJET

1.1 Etat actuel de l'assainissement	12
1.2 Les stations d'épuration	12
1.3 Les compatibilités avec les documents Loi sur l'eau	12
1.4 Les compatibilités avec le PLUi approuvé	12
1.5 Le contexte hydrographique du secteur	13
1.6 Le contexte géologique du secteur	13

2 - ANALYSE DU DOSSIER SOUMIS A ENQUETE PUBLIQUE

2.1 Composition du dossier d'enquête	19
2.2 Analyse des différentes pièces du dossier	19
2.2.1 Notice de zonage	19
2.2.2 Schéma Directeur de l'Assainissement	20
2.2.3 Plans parcellaires – Différences de zonages	21
2.2.4 Dossier administratif	21
2.2.5 La méthode employée pour l'élaboration du zonage	21
2.3 Différents scénarii examinés	23
2.3.1 Maintient du schéma actuel en assainissement non collectif .	24
2.3.2 Scénarii d'assainissement collectif	24
2.4 Synthèse de l'analyse du dossier	26

3 - GENERALITES DU DOSSIER

3.1 Cadre général du projet	29
3.1.1 Déroulement de la procédure	29
3.1.2 Lancement de l'enquête	29
3.2 Objectifs de l'enquête	29
3.3 Contexte administratif et réglementaire	29
3.4 Caractéristiques du projet	29

4 – ORGANISATION DE L'ENQUETE

4.1	Désignation de la Commissaire Enquêteur	30
4.2	Arrêté du SMDEA prescrivant l'enquête	30
4.3	Calendrier de l'enquête	31
4.4	Préparation et modalités de l'enquête	31
4.5	Publicité - Information effective du public	31

5 – DEROULEMENT DE L'ENQUETE

5.1	Ouverture de l'enquête	29
5.2	Accessibilité du dossier	29
5.3	Organisation des permanences	30
5.4	Climat de l'enquête	30
5.5	Relation comptable des observations du public	31
5.6	Clôture de l'enquête	31

6 – ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

6.1	Analyse des observations	29
6.2	Bilan des observations du public	29

7 – PROCES VERBAL DE SYNTHESE ET MEMOIRE EN REPONSE

7.1	Procès-verbal de Synthèse	32
7.2	Mémoire en réponse du SMDEA	32

8 – PIECES ANNEXES

8.1	Liste des pièces annexes	33
8.2	Pièces de 1 à 8	34

PREAMBULE –

I Présentation de la Commune de BELLOC

Belloc est située dans le département de l'Ariège en Région Occitanie. Localisée dans le nord-est du département, la commune fait partie, sur le plan historique et culturel, du Pays d'Olmes alliant des paysages d'une extrême diversité.

La commune possède un patrimoine naturel remarquable composé de trois ZNIEFF (Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique)

730003043 Lac de Montbel et partie orientale du bas Pays d'Olmes

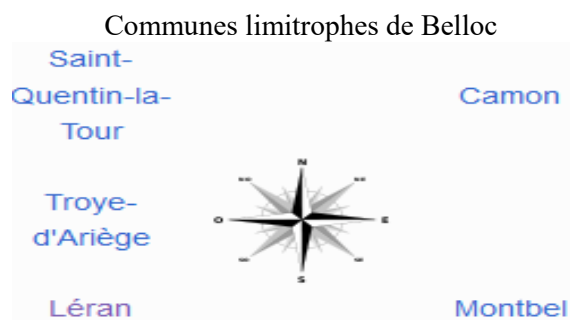
730030522 Réseau hydrographique du Touyre entre Montferrier et Lérans

730011976 Coteaux de Palassou

Belloc est une commune rurale qui compte 80 habitants en 2019 (84 en 2022), après avoir connu un pic de population de 400 hab en 1793. Elle fait partie de l'aire d'attraction de Lavelanet et de la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix.

Sa superficie est de 9,54 km². Le point le plus bas du territoire communal étant à 345 m et le point le plus haut à 491 m. Le territoire de Belloc comprend 10 hameaux ou lieux-dits (zones de regroupement agricole) : Liffart, Laborie, Moulin de Patris, Lamarque, Charlot, Patris, La Jasse, Laval, Les Camparasses et Montplaisir.

Elle se situe à 27 km à vol d'oiseau de Foix, à 28 km de Pamiers, et à 10 km de Mirepoix. La commune est en outre hors attraction des villes.



L'occupation des sols de la commune est marquée par l'importance des territoires agricoles (61,8 % en 2018), une proportion identique à celle de 1990 (61,8 %). La répartition détaillée en 2018 est la suivante : forêts (38,1 %), prairies (38 %), zones agricoles hétérogènes (22,7 %), terres arables (1,1 %), avec un urbanisme peu développé.

La commune fait partie de la Petite région agricole dénommée « Coteaux de l'Ariège ». En 2010, l'orientation technico-économique de l'agriculture sur la commune est l'élevage de bovins pour la viande et un nouvel élevage de chèvres.

La superficie agricole utilisée est de 576 ha.

Deux exploitations agricoles en activité et ayant leur siège dans la commune sont dénombrées en 2010, elles étaient 5 en 1988.

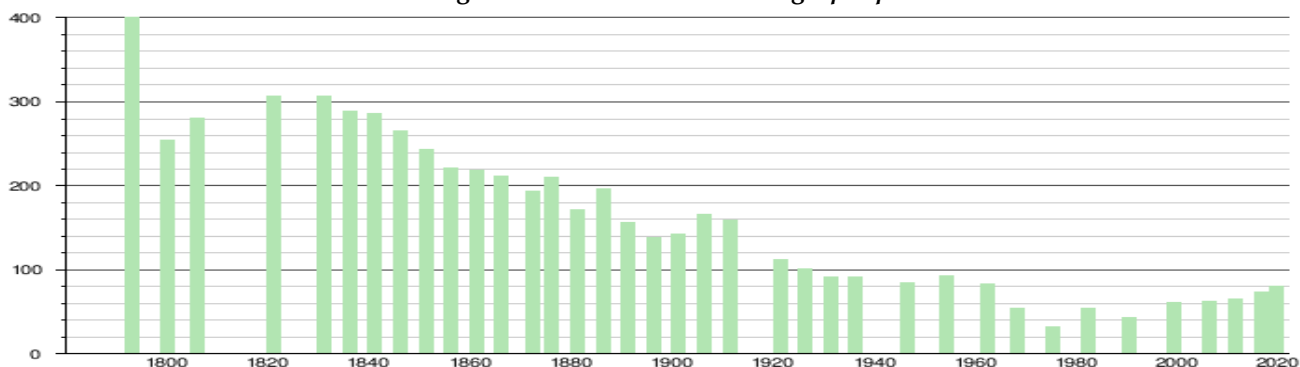
9 entreprises sont implantées à Belloc au 31 décembre 2019. Le secteur du commerce de gros et de détail, des transports, de l'hébergement et de la restauration est prépondérant sur la commune puisqu'il représente 44,4 %

du nombre total d'établissements de la commune (4 sur les 9 entreprises implantées à Belloc), contre 27,5 % au niveau départemental.

Belloc est une commune rurale, elle fait partie des communes peu ou très peu denses, au sens de la grille communale de densité de l'INSEE.

En 2019, la commune comptait 80 habitants en augmentation de 29,03 % par rapport à 2013.

Histogramme de l'évolution démographique



En 2018, le nombre total de logements dans la commune était de 54, alors qu'il était de 47 en 2013 et de 39 en 2008. Parmi ces logements, 73,9 % étaient des résidences principales, 20,5 % des résidences secondaires et 5,6 % des logements vacants. Ces logements étaient pour 73,9 % d'entre eux des maisons individuelles et pour 5,8 % des appartements.

Le tableau ci-dessous présente la typologie des logements à Belloc en 2018 en comparaison avec celle de l'Ariège et de la France entière. Une caractéristique marquante du parc de logements est ainsi une proportion de résidences secondaires et logements occasionnels (20,5 %) inférieure à celle du département (24,6 %) mais supérieure à celle de la France entière (9,7 %). Concernant le statut d'occupation de ces logements, 60,5 % des habitants de la commune sont propriétaires de leur logement (51,4 % en 2013), contre 66,3 % pour l'Ariège et 57,5 % pour la France entière.

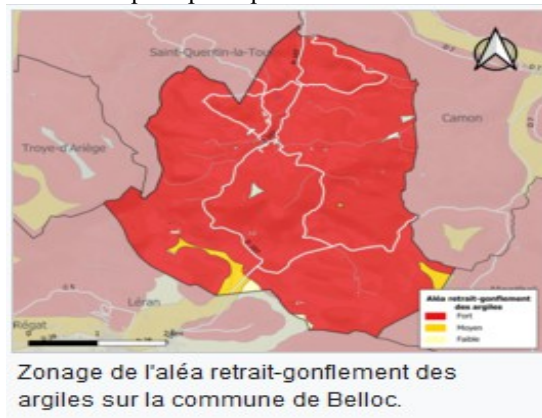
RISQUES MAJEURS

Le territoire de la commune de Belloc est vulnérable à différents aléas naturels : inondations, climatiques (grand froid ou canicule), feux de forêts, mouvements de terrains et séisme (sismicité faible).

Risques naturels

Certaines parties du territoire communal sont susceptibles d'être affectées par le risque d'inondation par débordement, crue torrentielle d'un cours d'eau, ou ruissellement d'un versant. Inondations et coulées de boues en 2000.

Les mouvements de terrains susceptibles de se produire sur la commune sont soit des chutes de blocs, soit des glissements de terrains, soit des mouvements liés au retrait gonflement des argiles. L'inventaire national des cavités souterraines permet par ailleurs de localiser celles situées sur la commune.



Le risque de remontée de nappe est tout de même présent sur les communes du secteur, notamment aux abords de l’Hers, du Touyre et du ruisseau des Gourds.

Risques technologiques

Le territoire de Belloc est soumis aux risques d'une décharge brute : déchetterie, un démantèlement d'épaves et un secteur de recyclage.

Le maire de la Commune de Roumengoux est Mr Eric ALARD depuis le 24 Mai 2020.
Les 7 membres du Conseil Municipal l'ont installé dans ses fonctions à cette date.

II Présentation du SMDEA Maître d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage du projet est le SMDEA (Syndicat Mixte Départemental de l'Eau et de l'Assainissement de l'Ariège).

La Commune de BELLOC a adhéré au syndicat mixte départemental de l'eau et de l'assainissement (SMDEA), créé par arrêté préfectoral du 5 juillet 2005.

La collecte et le traitement des Eaux Usées est un secteur d'activité nécessitant un savoir-faire et une technicité spécifiques. Cette donnée ainsi que la recherche d'une réduction des coûts de fonctionnement conduisent généralement les communes de taille modeste à transférer leur compétence à un établissement intercommunal.

L'article L 2224-8 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose en effet que la collecte et le Traitement des eaux usées est une compétence de la commune.

Toutefois, selon l'article L 5211-17 du même code, cette compétence peut être transférée à une structure intercommunale dont elle est membre.

Créé en 2005, le SMDEA 09 regroupe 297 Communes représentant environ 150 000 habitants et est au service de 54 520 abonnés au 31/12/2020 pour l'assainissement avec plus de 3,4 millions de m³ traités.

Il assure la collecte, le transport et le traitement des eaux usées.

Il prend en charge l'application du règlement du service, le fonctionnement, la surveillance et l'entretien des installations ainsi que l'accueil des usagers et la facturation.

Il prend en charge la mise en service des branchements, des canalisations, des stations d'épuration ainsi que l'entretien et le renouvellement de l'ensemble des ouvrages.

Il gère près de 950 km de réseaux ainsi que 143 stations d'épuration.

Le SMDEA est un véritable outil de coopération départementale spécialisé dans les domaines de l'eau et de l'assainissement pour améliorer la qualité de l'eau, sécuriser la ressource, améliorer les systèmes d'assainissement, équiper les communes rurales en assainissement collectif pour permettre leur développement.

Ses compétences :

AEP (Alimentation en eau potable) : Étude, réalisation, extension, amélioration, contrôle, entretien, exploitation, et maîtrise d'ouvrage des équipements publics de production, de transport et de distribution d'eau potable.

Assainissement : Études, réalisation, extension, amélioration, contrôle, entretien, exploitation, et maîtrise d'ouvrage des équipements publics de collecte, de transport et de traitement des eaux usées ; contrôle et entretien des systèmes d'assainissement non collectifs.

L'assainissement collectif et le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) sont des services publics locaux. Le SMDEA assure ces services pour ses communes membres au titre de la compétence Assainissement.

Le SPANC est chargé de :

- Conseiller et accompagner les particuliers dans la mise en place de leur installation d'assainissement non collectif ;
- Contrôler les installations d'assainissement non collectif.

Comme pour l'assainissement collectif, il fait l'objet d'une redevance qui en assure ainsi l'équilibre financier. Les compétences du SPANC comprennent :

- le contrôle de conception-réalisation sur les ouvrages neufs ou réhabilités
- le contrôle diagnostic de l'existant
- le contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages existants.

Les redevances

De la même manière que les usagers raccordés à l'assainissement collectif paient, sur leur facture d'eau, une redevance spécifique, les usagers d'une installation d'assainissement non collectif doivent s'acquitter d'une redevance particulière destinée à financer les charges du SPANC.

Les propriétaires disposant d'une installation d'Assainissement Non Collectif ne sont pas soumis aux redevances perçues pour l'assainissement collectif.

Qui est redevable de la redevance assainissement non collectif ?

La redevance concerne toutes les personnes équipées d'un système d'assainissement non collectif faisant l'objet d'un contrôle.

L'absence de zonage d'assainissement n'empêche en rien la mise en recouvrement si le contrôle est effectivement réalisé.

En cas d'existence d'un zonage d'assainissement, la localisation en zone « collectif » ou « non collectif » est sans effet sur le champ d'intervention du SPANC qui doit contrôler tous les systèmes d'assainissement non collectif installés sur le territoire de la commune, indépendamment des zones dans lesquelles ils se trouvent.

Les redevances relatives aux missions d'assainissement non collectif sont votées annuellement par l'assemblée générale des élus du SMDEA.

Le SMDEA est administré par un Conseil d'Administration composé de 28 membres, dont 23 sont élus par les 401 délégués des collectivités adhérentes et 5 désignés par le Conseil Départemental de l'Ariège.

Le SMDEA est composé :

D'une Direction Générale à laquelle sont directement rattachés 4 directions.

La Direction de l'information, chargée de la communication, du conseil en gestion et système d'information

La Direction technique, chargée du pôle travaux, du pôle d'aménagement du territoire, du pôle assainissement et du pôle eau potable

La Direction de l'Administration et des Finances, chargée du pôle logistique, du pôle juridique, du pôle finances et du pôle gestion des abonnés

La Direction des Ressources humaines, chargée de la gestion des ressources humaines et de la santé et sécurité au travail

5 engagements du SMDEA 09 autour d'un projet commun :

- Développement durable du territoire
- Service public de l'eau et de l'assainissement
- Qualité de service envers les usagers
- Environnement de travail, motivant, juste et favorisant la performance
- Solidarité des territoires.

II.1 Principaux généraux de l'assainissement des eaux usées

Le terme d'assainissement s'applique à la collecte et au traitement des eaux usées et des eaux pluviales, les unes et les autres transitant par les tuyauteries d'une construction.

Les eaux usées de nos habitations nécessitent d'être évacuées puis restituées dans le milieu naturel tout en préservant la santé publique et l'environnement. Il convient donc de traiter les polluants véhiculés par nos eaux usées (essentiellement matière organique, azote et phosphore) afin de limiter leur impact sur les milieux aquatiques.

Les eaux usées, rendues impropres au rejet direct dans le milieu naturel, proviennent des équipements domestiques (évier, lavabos, toilettes, lave-linge, lave-vaisselle) ou des industries.

Les eaux usées domestiques regroupent les eaux vannes et les eaux ménagères. Les eaux vannes proviennent des toilettes et peuvent contenir des germes pathogènes (risque sanitaire important). Les eaux ménagères proviennent elles, de tous les autres usages domestiques : toilette corporelle, nettoyage de locaux, lavage du linge, vaisselle, activités de cuisine etc.

Contenant micro-organismes potentiellement pathogènes, matières organiques, matière azotée, phosphorée ou en suspension, ces eaux usées, polluées, peuvent être à l'origine de nuisances environnementales et de risques sanitaires significatifs. Leur assainissement collectif ou non vise donc à prévenir plusieurs types de risques, qu'ils soient sanitaires ou environnementaux.

Le zonage d'assainissement découle directement des conclusions des phases précédentes du schéma directeur d'assainissement. L'assainissement géré par le SMDEA se développe autour de deux filières : l'assainissement collectif et l'assainissement autonome.

Le zonage d'assainissement prend en compte les futures constructions prévues par la Commune au titre du SCOT et du PLU, cela signifie qu'une charge organique (apport en matières) et hydraulique (apport d'eau) seront à traiter en plus au niveau des stations d'épuration. Or, chaque station d'épuration est dimensionnée pour un nombre d'habitants limité ou « équivalent habitant », déterminant la quantité de pollution et le volume d'eau acceptables en entrée de station, afin de garantir un traitement efficace de ses rejets d'eau usées traités. En cas de capacité suffisante, une réhabilitation de la station d'épuration peut être envisagée.

Les travaux de mise en conformité d'une station d'épuration sont des investissements très importants.

II.2 Assainissement collectif

L'assainissement collectif peut être séparatif (la collecte des eaux usées et pluviales est séparée) ou unitaire (les eaux usées et pluviales sont recueillies dans un réseau unique). Dans ce dernier cas le raccordement des eaux pluviales au collecteur public n'est autorisé que si une étude met en évidence l'impossibilité d'une gestion des eaux de pluie à la parcelle.

L'assainissement collectif des eaux usées vise à améliorer la situation sanitaire globale de l'environnement dans ses différentes composantes : collecte, traitement et évacuation des déchets liquides et solides.

L'objectif principal est la prévention du contact humain avec les substances évacuées. Un mauvais assainissement peut causer des problèmes de santé majeurs.

Les systèmes collectifs d'assainissement des eaux usées s'appuient sur les égouts, qui conduisent les effluents vers les stations de traitement des eaux.

Ces eaux usées suivent un cycle technique pour leur traitement :

- **Collecte des eaux usées** : Les eaux usées sont collectées dans le réseau d'assainissement qui les amène jusqu'à la station d'épuration.
- **Dégrillage** : L'eau traverse des grilles qui arrêtent les corps flottants et les gros déchets.
- **Dessablage et Déshuilage** : Les sables et les graviers se déposent au fond des bassins et sont évacués, c'est le dessablage. Le déshuilage permet aux huiles et aux graisses de remonter à la surface pour être collectées.

- **Décantation primaire** : L'eau épurée est séparée de la boue par décantation : les matières en suspension se déposent par simple gravité au fond des bassins, sous forme de boues, ensuite récupérées au fond par pompage.
- **Traitement secondaire** : Le traitement secondaire élimine les matières organiques et les substances minérales en solution dans l'eau. Ce traitement peut être effectué par aération : l'eau séjourne dans un bassin à boues « activées » (qui contiennent des bactéries), ces bactéries consomment la pollution et en s'agglomérant forment des boues « biologiques » ensuite évacuées. Le traitement secondaire peut aussi être d'ordre physico-chimique : les éléments polluants sont transformés chimiquement.
- **Rejet en milieu naturel** : Après traitement secondaire, l'eau est déjà épurée à 90%, elle est dite propre. Elle est alors rejetée en milieu naturel qui achève de résorber la pollution par épuration naturelle. Il ne faut pas confondre eau potable et eau propre. Les eaux usées une fois épurées, deviennent des eaux propres mais ne sont pas des eaux buvables par l'homme.
- **Évacuation des boues** : Les boues sont récupérées, évacuées et transformées en un produit stabilisé et sain : le compost.

Le SMDEA 09 est compétent pour entreprendre sur l'ensemble du territoire des communes adhérentes : l'étude, la réalisation, extension, amélioration, contrôle, entretien, exploitation et maîtrise d'ouvrage des équipements publics de collecte, de transport et de traitement des eaux usées.

L'entretien et l'investissement des réseaux publics, notamment en cas d'extension de réseau sont à la charge du SMDEA.

En parallèle le particulier doit supporter les frais suivants en cas de raccordement :

- le forfait de raccordement pour un branchement d'assainissement
- la participation forfaitaire à l'assainissement collectif, redevable uniquement à l'achèvement des travaux, elle varie en fonction d'un calcul qui dépend de la surface, et de la typologie de l'activité du bâtiment

le tarif de l'assainissement se compose d'une part fixe et d'une part variable par tranche de mètres cubes consommés.

A noter que les travaux de raccordement sur la partie privée sont aussi à la charge du particulier. L'intervention du SMDEA s'arrête en limite du domaine public, par l'installation du tabouret ou boîte de branchement.

II.3 Assainissement non collectif

Lorsque les conditions ne sont pas remplies pour raccorder une construction à un réseau collectif, il est mis en place obligatoirement un système individuel, lequel doit répondre à des normes très strictes édictées par le SMDEA gestionnaire du service.

L'assainissement non collectif (ANC), aussi appelé assainissement autonome ou individuel, désigne les installations de traitement des eaux domestiques des habitations qui ne sont pas desservies par un réseau public de collecte des eaux usées et qui doivent en conséquence traiter elles-mêmes leurs eaux usées avant de les rejeter dans le milieu naturel.

L'ANC est reconnu comme une solution à part entière, alternative au réseau public de collecte et au moins aussi efficace, avec un impact environnemental des rejets moindre en zone rurale. Il constitue la solution technique et économique la mieux adaptée en milieu rural.

Les autres critères de choix du type d'assainissement non collectif sont :

* l'aptitude des sols à l'épandage souterrain. L'étude des sols fait intervenir plusieurs critères, notamment la nature géologique, la profondeur du sol, les possibilités d'engorgement en eau et l'appréciation de sa perméabilité.

* la contrainte de l'habitat : la taille de la parcelle, l'absence ou la présence de pentes ou de terrasses, son aménagement (présence d'arbres, d'arbustes, de dallées bétonnées, d'allées bitumées, d'escalier), ses accès, l'exutoire de l'épandage.

1 - ENVIRONNEMENT DU PROJET

1.1 Etat actuel de l'assainissement

La commune de Belloc n'est pas équipée aujourd'hui d'un système d'assainissement collectif. Les habitations disposent donc d'un dispositif autonome.

La mise en œuvre de l'assainissement non collectif (ANC) tel qu'il existe aujourd'hui se heurte néanmoins à plusieurs contraintes :

- Présence d'espaces boisés et de zones humides
- Nature des sols
- Pentes du terrain.

La carte d'aptitude des sols révèle, notamment pour le centre-bourg, une « aptitude peu favorable à un traitement par le sol existant, du fait de la perméabilité et de l'épaisseur de sol utilisable ». L'épaisseur réellement utilisable est de moins d'1m pour envisager un épandage souterrain classique à faible profondeur. Deux filières sont préconisées selon les secteurs.

Sur le territoire communal de Belloc, 44 installations d'assainissement non collectif sur 74 ont été contrôlées par le SPANC. Les données synthétisées permettent de mettre en évidence les points suivants :

* Installations conformes	=	6	(14 %)
* Installations avec avis favorable	=	16	(36 %)
* Installations avec avis favorable sous réserve	=	5	(11 %)
* Installations avec avis défavorable	=	15	(34 %)
* Installations non conformes	=	2	(5 %)

parmi lesquelles :

Prétraitement

- 4 installations font l'objet d'un pré-traitement
- 13 installations sont équipées d'un bac à graisse
- 4 installations possèdent une fosse septique
- 16 installations possèdent une fosse toutes eaux
- 1 installation est une micro-station à culture fixée
- 1 installation est une micro-station à culture libre
- 18 installations n'ont aucun traitement

Traitement

- 7 installations possèdent un filtre à sable horizontal
- 4 installations possèdent un filtre vertical drainé
- 1 installation possède un filtre compact
- 8 installations possèdent des tranchées d'épandage
- 4 installations possèdent un autre moyen de filtration.

Les visites diagnostics des dispositifs d'assainissement non collectif ont été réalisées sur 60 % de l'ensemble de la commune. Les logements concernés sont dispersés sur le territoire communal.

Les tranchées d'épandage représentent le traitement le plus répandu sur la commune.

Dans le cadre des différents scénarios envisagés, il a été retenu un taux de conformité sur la base des résultats de l'enquête lors des contrôles de bon fonctionnement correspondant aux installations en assainissement non collectif (ANC) existantes car ceux-ci sont les plus représentatifs des installations rencontrées sur le territoire communal. Ainsi dans le cas où le mode actuel de traitement des eaux usées serait inchangé (assainissement non collectif), il serait nécessaire de réhabiliter ou mettre en conformité 64 % des dispositifs d'assainissement existants.

Le risque de remontée de nappe est présent sur les communes du secteur, notamment aux abords de l'Hers, du Touyre et du ruisseau des Gourds. Par conséquent, Belloc fait partie des communes les plus sensibles aux remontées de nappe.

Concernant l'aptitude des sols à l'infiltration des rejets, les type de terrain rencontrés sur la commune sont souvent peu favorables à la mise en œuvre des techniques de l'assainissement autonome avec infiltration.

Les possibilités d'évacuer les eaux usées par infiltration dans le sol sont faibles, elles se limitent à quelques secteurs en haut du village et au hameau de Laborie.

Par conséquent les filières drainées sont préconisées.

Les traitements préconisés sur les parcelles sont suivant les secteurs de type

- Tertre filtrant
- Filtre à sable à flux vertical

sur une superficie minimale de la parcelle de 1 700 m².

Secteur Liffart : faibles possibilité d'infiltration, tertres filtrants

Secteur Laborie : faibles possibilité d'infiltration, tertres filtrants

Secteur moulin de Patris : filtre vertical à sable à flux vertical avec rejets dans le Ruisseau de Lamarque,

Secteur Le Village : faibles possibilité d'infiltration, tertres filtrants.

1.2 Les stations d'épuration

Belloc n'est raccordée à aucune Station d'épuration.

1.3 Compatibilités avec les documents Loi sur l'eau

Il est à préciser que

- Belloc est soumis à un PLUi (Plan d'Occupation des Sols Intercommunal) approuvé et opposable depuis le 18 Novembre 2021 en cours de révision
- Le nouveau SDAGE du Bassin Adour Garonne 2022/2027 adopté le 10 Mars 2022, il est en application sur le territoire de Belloc depuis le 4 Avril 2022.
- Le futur SAGE « Bassin versant des Pyrénées Ariégeoises » est en cours d'élaboration sur le secteur concerné et n'est pas encore approuvé
- Elle se situe en zone de répartition des eaux (ZRE) Bassin Adour Garonne modifiée le 7 Juin 2017 pour l'insuffisance des ressources par apport aux besoins
- Elle ne s'inscrit dans aucun site d'intérêt communautaire (Natura 2000)
- Belloc est concerné par trois ZNIEFF, dont deux de type I : le « Lac de Montbel et partie orientale du bas Pays d'Olmes » (7 200 ha) Code n° 730003043, le « Réseau hydrographique du Touyre entre Montferrier et Lérans » (64 ha) Code n° 730030522 et par une de type II « Coteaux du Palassou » (26 749 ha) Code n° 730011976. Au regard du SRCE, elle est en grande partie couverte par des réservoirs de type « ouvert de plaine ».

Avec une superficie de 6 387 km², le périmètre de SAGE souhaité des Bassins Versants des Pyrénées Ariégeoises constitue l'un des grands territoires de SAGE au niveau national.

Il regroupe 5 sous-bassins versants situés à moins de 50 km au sud de l'agglomération toulousaine:

- 3 affluents de la Garonne amont (Salat, Volp, Arize);
- le bassin versant de l'Ariège et ses affluents directs, l'Hers vif et la Lèze.

Belloc n'est pas soumise à un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN).

Il est toutefois à rappeler que la commune est vulnérable à différents aléas naturels : inondations, climatiques (grand froid ou canicule), feux de forêts, mouvements de terrains et séisme (sismicité modérée).

Certaines parties du territoire communal sont susceptibles d'être affectées par le risque d'inondation par débordement, crue torrentielle d'un cours d'eau, ou ruissellement d'un versant.

Les mouvements de terrains susceptibles de se produire sur la commune sont soit des chutes de blocs, soit des glissements de terrains, soit des mouvements liés au retrait gonflement des argiles. L'inventaire national des cavités souterraines permet par ailleurs de localiser celles situées sur la commune.

1.4 Compatibilités avec le PLUi

Le territoire de la Communauté des Communes du Pays de Mirepoix n'est pas couvert par un SCOT (Schéma de cohérence Territoriale) et ne bénéficie donc pas de documents cadre dit « intégrateur », il est donc nécessaire de s'assurer que le PLUi tienne compte des enjeux et objectifs définis au niveau supra communautaire et notamment dans les documents suivants :

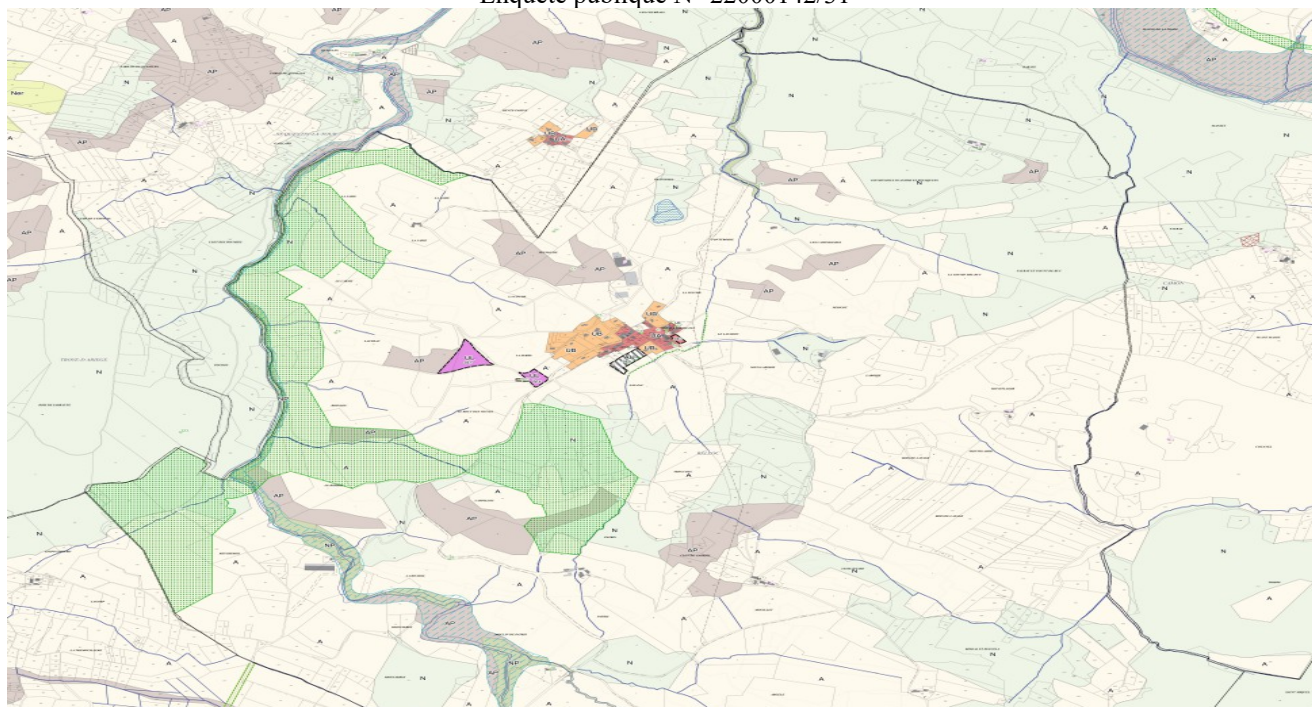
- SDAGE Adour Garonne
- SRCE Midi Pyrénées
- SRCAE Midi Pyrénées.

Le PLUi de la Communauté des Communes du Pays de Mirepoix a été approuvé et est opposable depuis le 18 Novembre 2021. Son PADD a été développé de façon à répondre aux différents enjeux rencontrés par le territoire et par la commune en particulier.

Les 4 orientations prises par la communautés de communes en termes d'aménagements futurs sont les suivantes :

- 1) : Anticiper le vieillissement de la population et viser un renouvellement générationnel sur le territoire
- 2) : Assurer un développement communautaire de qualité
- 3) : Utiliser les ressources du territoire pour assurer son développement
- 4) : Préserver le patrimoine intercommunal : son atout majeur

Ci-dessous carte du PLUi approuvé Commune de Belloc



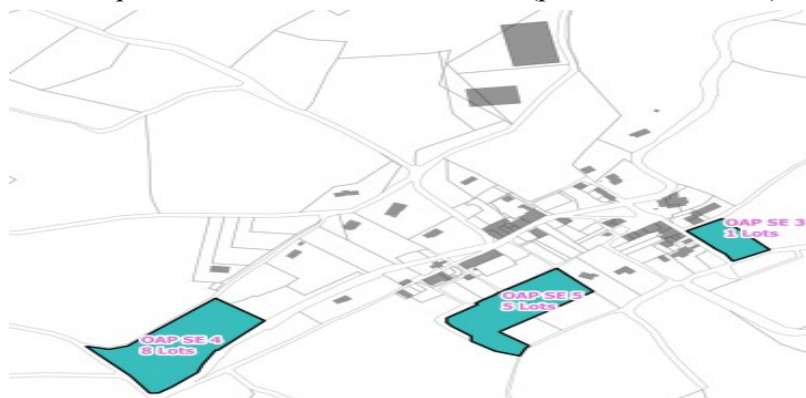
Le PLUi, nouvellement approuvé et opposable, basé sur les orientations définies au PADD prévoit le développement de 4 zones sur la commune de Belloc.

OAP SE = Opération d'Aménagement et de Programmation Sectorielle.

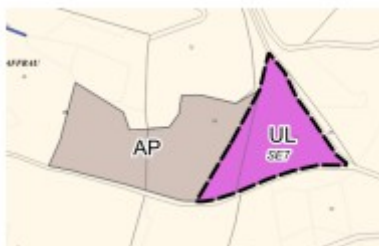
* OAP SE 3 correspondant au Secteur EST de Belloc, projet relatif à la création d'un logement à proximité de la Mairie dans la continuité du centre bourg. Cette opération est prévue sur une superficie de 1 052 m² (partie parcelle n° 19) et est située en zone UA

* OAP SE 4 correspondant au confortement d'un projet touristique à l'Ouest de Belloc visant au développement de 3 à 5 chalets dans le prolongement du camping existant avec un espace de stationnement de type HLL. Cette opération sans impact pour l'environnement conservera les boisements de chênes et les constructions sont programmées sur terrain rocailleux. Elle est prévue sur une superficie de 4 163 m² (parcelles n° 40 et 42) et se situe en zone UL.

* OAP SE 5 correspondant au Secteur SUD de Belloc, prévoit une extension mesurée du bourg avec construction de 5 nouveaux logements implantés sur une friche arborée, en haut d'un talus afin d'éviter les enjeux liés aux aléas naturels du ruisseau situé en bas de celui-ci. Il n'y aura pas d'imperméabilisation de la zone humide existante. Cette opération d'une surface de 6 150 m² (parcelles n° 6,7 et 8) est située en zone AU.



* OAP SE 6 correspondant à une extension limitée réservée à l'implantation de 5 HLL (Habitations Légères de Loisirs) dans un espace boisé à maintenir est prévue dans le périmètre du camping (12 236 m²) en continuité de la piscine mais avec peu d'impact et une desserte existante. L'espace consommé est estimé à 1 300 m² (parcelles n° 52 et 74) et se situe en zone UL.



ZONE UA : Zone urbaine ancienne

Zone à urbaniser à dominante d'habitat

ZONE UL : Zone Urbaine vouée aux Loisirs

ZONE AU :

ZONE AP : Zone Agricole Protégée

L'étude du PLUi s'est avérée indispensable pour une bonne compréhension du dossier, pour les caractéristiques concernant les OAP et pour la localisation des scénarii et des parcelles au regard des réseaux à venir.

1.5 Le contexte hydrographique du secteur

Le réseau hydrographique de Belloc fait partie du bassin versant de la Garonne, au sein du bassin hydrographique Adour Garonne.

Elle est drainée par le Touyre, le ruisseau de Font Rioux, le ruisseau Longis et par divers petits cours d'eau, constituant un réseau hydrographique de 11 km de longueur totale.

Le Touyre, d'une longueur totale de 39,2 km, prend sa source dans la commune de Montferrier et s'écoule du sud vers le nord. Il traverse la commune et se jette dans l'Hers Vif à Lagarde, après avoir traversé 10 communes.

Concernant l'état de la masse d'eau :

Masse d'eau	Etat écologique	Etat chimique
L'HERS VIF	BON	BON
LA TOUYRE	MOYEN	MAUVAIS

15 masses d'eau superficielles sont présentes sur l'ensemble du territoire. L'Hers, le ruisseau de Malegoude, le Countirou, le Touyre et le ruisseau de Mazeroles sont potentiellement concernés par des rejets des eaux traitées en fonction des projets de mise en place de l'assainissement collectif retenus.

Six masses d'eau souterraines sont présentes sous l'ensemble des communes actuellement non soumises à assainissement collectif dont 4 sous le territoire de Belloc.

Ces aquaifères situent au niveau de la basse terrasse de la plaine alluviale de l'Ariège. Ces masses soutiennent le débit des cours d'eau, leur alimentation se fait par pluviométrie – celle-ci est sensible au climat et vulnérable aux pollutions des eaux de surface.

Dans le piémont molassique, zone concernée par le présent dossier, la moyenne des précipitations s'établit aux alentours de 770 mm en moyenne (exemple: Pamiers, 772 mm par an sur la période 1995-2010).

De nombreuses zones humides sont présentes sur le territoire : étangs et ripisylves de l'Hers et du Touyre.

Belloc compte 10 zones constituées de ripisylves en particulier les ripisylves du Touyre avec le secteur de Capeilhou.

1.6 Le contexte géologique du secteur

Les Pyrénées sont des montagnes relativement jeunes, dont la naissance en milieu marin remonte à 40 millions d'années suite à la collision de deux plaques de la croûte terrestre.

Quatre grandes unités naturelles de relief se distinguent dont le piémont molassique ou Bassin aquitain (dépôts molassiques (jusqu'à 1 400 m d'épaisseur), d'âge tertiaire, issus de l'érosion du Massif Central et des Pyrénées, qui sont recoupés par les vallées alluviales des principaux cours d'eau, constituées de dépôts alluvionnaires caillouteux ou limons perméables : sols bruns calcaires (terreforts) et des sols bruns lessivés (boulbènes), à

l'origine de bonnes terres agricoles), occupant tout le nord du département de l'Ariège, et partagée en son milieu par la vallée de l'Ariège. L'altitude de ce secteur ne dépasse guère 400 m, sauf dans la région sud-est, entre la vallée de l'Hers et l'anticlinal de Lavelanet, pouvant atteindre 700 m de hauteur au contact de la chaîne plissée.

La commune est située dans le Bassin Aquitain deuxième plus grand bassin sédimentaire français certaines parties étant recouvertes par des formations superficielles molassique composées essentiellement de marnes entrecoupées de bancs de grès et de conglomérats.

Les terrains affleurants sur le territoire communal sont constitués de roches sédimentaires datant du Cénozoïque débutant il y a 66 millions d'années. Le village se situe sur un territoire formé lors du tertiaire, sur un sol mêlant poudingue et molasse sur des strates de bancs de grès et de conglomérats placées sur la faille Nord Pyrénéenne.

Belloc est environnée de plusieurs collines. Ces coteaux présentent des sols à dominantes argileuse recouvrant des argiles pouvant refermer quelques galets provenant de l'altération des matériaux molassique ou laissant apparaître la marne à faible profondeur. Des formations colluviales s'établissent sur la partie inférieure des versants, et masque le raccordement avec les alluvions. Ces colluvions présentent une nature argileuse. Des calcaires, sables et dolomies sont aussi présents sur le secteur.

L'altitude du territoire varie entre 345 m et 491 m.

1 - ANALYSE DU DOSSIER SOUMIS A ENQUETE

2.1 Composition du dossier mis à la disposition du public

Le présent dossier soumis à l'enquête publique comprend :

- Dossier de modification du projet de révision du zonage du SMDEA du 09/01/23 pour Mirepoix et La Bastide de Bousignac
- Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux usées avec
 - ▶ la présentation des collectivités et de leur environnement
 - ▶ l'évaluation du fonctionnement du système collectif et non collectif
 - ▶ le justificatif du zonage d'assainissement (extensions, scénarios)
 - ▶ le zonage d'assainissement (cartes, volets financiers)
 - ▶ les généralités relatives à l'assainissement collectif et non collectif
- Notice du zonage rédigée par le SMDEA avec un résumé non technique reprenant
 - ▶ le contexte réglementaire de l'enquête
 - ▶ l'objet de l'enquête et son déroulement
 - ▶ les caractéristiques du projet de zonage (récapitulatif)
 - ▶ le plan des propositions de révision des zonages.
- Les délibérations et arrêtés Tribunal Administratif, Agence Environnementale, SMDEA
- Copie de l'Avis de la MRAe
- Copie des publications dans deux journaux

2.2 Analyse des différentes pièces du dossier

2.2.1 Notice du zonage

Ce document fait un résumé non technique du dossier. Il reprend les textes réglementaires, l'objet succinct de l'enquête et les modalités de tenues de celle-ci. Il présente le contexte de l'étude et uniquement les scénarii retenus sur les 29 communes du Pays de Mirepoix et les 29 plans.

En ce qui concerne les nouveaux plans de zonage envisagés, certains d'entre eux sont obsolètes (La Bastide de Bousignac, Mirepoix).

Par contre la délibération du Conseil d'Administration du SMDEA et l'avis de la MRAe ont été omis dans les annexes.

2.2.2 Schéma Directeur d'assainissement

L'Agence de l'Eau Adour-Garonne (AEAG) a lancé en 2016 un appel à projets aux différents gestionnaires des services d'assainissement dans le but d'atteindre au plus vite l'objectif d'état écologique des masses d'eau fixé par le SDAGE 2016-2021 (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux).

Cet objectif consistant à atteindre un taux de 69% des masses d'eau en bon état écologique, taux fixé par la Directive européenne Cadre sur l'Eau. Cet appel à projets concerne les systèmes d'assainissement dont les rejets sont situés sur des masses d'eau inférieures au bon état écologique avec une pollution domestique importante.

La commune de Belloc, située en Ariège, adhérente au SMDEA pour l'Eau et l'Assainissement, ne dispose pas d'un système d'assainissement collectif (réseaux et stations d'épuration).

Dans ce contexte, le SMDEA 09 a lancé la réalisation d'un schéma directeur des eaux usées dans le but de réaliser un état des lieux des infrastructures de collecte et de traitement existantes et d'apporter des solutions durables permettant d'allier le développement de ce territoire et le respect de l'environnement.

Le schéma directeur d'assainissement a pour objectif :

- De réaliser un diagnostic de l'état actuel et du fonctionnement du réseau d'assainissement et de(s) station(s) d'épuration. Pour cela, le schéma directeur synthétise les informations disponibles sur la commune, analyse le fonctionnement du système d'assainissement existant (réalisation de plans des réseaux), réalise un diagnostic des stations d'épuration ;
- De définir les actions à mener pour améliorer le système d'assainissement. Pour cela, un programme hiérarchisé de travaux est réalisé, en prenant en compte les possibilités financières de la commune et les objectifs de protection du milieu naturel.

Le schéma directeur d'assainissement constitue de fait un outil d'aide à la décision pour les élus et permet d'établir un programme global, cohérent et pluriannuel des équipements à réaliser.

Ce schéma directeur d'assainissement s'appuie donc sur l'examen de l'ensemble des équipements en place et sur les perspectives de développement de la commune pour faire les choix adaptés concernant la nature, la capacité et les performances des ouvrages nécessaires.

Les obligations des communes en matière de planification de l'assainissement sont les suivantes :

- L'établissement du programme d'assainissement qui résulte du diagnostic des ouvrages d'assainissement collectif et qui conclut sur les améliorations à apporter.
- L'établissement du zonage d'assainissement, qui délimite les zones d'assainissement collectif et non collectif. Cette compétence a été transférée par la Commune au SMDEA.

Le Schéma Directeur d'Assainissement :

- intègre ces obligations,
- synthétise les informations disponibles sur la commune (PHASE 1), analyse le fonctionnement du système d'assainissement existant, détermine les charges à traiter par les ouvrages d'épuration ainsi que leurs performances épuratoires (PHASE 2), définit les variantes envisageables et les compare d'un point de vue technico-économique (PHASE 3),
- définit un programme hiérarchisé de travaux lié à la politique de l'urbanisme, aux possibilités financières de la commune et aux objectifs de protection du milieu naturel (PHASE 4).

Il constitue de fait un outil d'aide à la décision pour les élus et permet d'établir un programme global, cohérent et pluriannuel des équipements à réaliser. Ce schéma directeur d'assainissement s'appuie donc sur l'examen de l'ensemble des équipements en place et sur les perspectives de développement de la commune pour faire les choix adaptés concernant la nature, la capacité et les performances des ouvrages nécessaires.

Le Schéma Directeur du dossier d'enquête présente d'une manière globale les 29 collectivités du territoire du Pays de Mirepoix concernées par les révisions de leur zonage d'assainissement sur Mirepoix Est et Mirepoix Ouest et leurs caractéristiques tant générales que relatives à l'assainissement collectif ou non collectif.

En ce qui concerne les OAP, le public ne possède pas de fond de plan PLUi pour vérifier selon leur implantation s'il y a ou non intégration dans le réseau d'assainissement existant et proposé.

Cette commune ne dispose pas d'un réseau d'assainissement collectif ni d'un système de traitement des eaux usées.

Le milieu récepteur est constitué selon les secteurs par le sol des parcelles concernées et pour le secteur de Moulin de Patris par un rejet dans le cours d'eau du Touyre.

L'impact de ces rejets sur ce cours d'eau, qui est qualifié d'un état écologique moyen au niveau écologique et mauvais au niveau chimique avec une pression significative des effluents des STEP domestiques et des substances toxiques en provenance des industries.

2.2.3 Plans parcellaires – Différences de zonages

Dans le PADD du PLUi ont été déterminées quatre OAP qui n'influent pas sur le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées initial sur Belloc.

- OAP SE 3 = Commune de BELLOC – Secteur Est – Création d'un logement
Zonage initial = UA resté en zone UA
- OAP SE 4 = Commune de BELLOC – Secteur Ouest - Prolongement du camping - Création de 3 à 5 chalets type HLL
Zonage initial = A passé en zone UL
- OAP SE 5 = Commune de BELLOC - Secteur Sud - Création de 5 logements
Zonage initial = AU passé en zone AU
- OAP SE 6 = Commune de BELLOC – Périmètre du camping - Création de 5 HLL
Zonage initial = A passé en zone UL

Selon le choix du SMDEA, elles restent en assainissement non collectif.

Le projet de révision du zonage d'assainissement eaux usées de Belloc préconise le maintien de l'intégralité du territoire en assainissement non collectif. Il n'y a donc aucune de différence avec le zonage initial.

2.2.4 Dossier administratif

La majorité des informations nécessaires à la compréhension de l'enquête figuraient dans le dossier, mais les recherches pour le public se sont avérées laborieuses, la commune ne possédant pas son dossier propre comme demandé par la Commissaire enquêteur lors de la réunion préparatoire de l'enquête. Figuraient dans les documents fournis, des informations sur la totalité des 14 communes du secteur Mirepoix Est mais aussi des informations et des plans sur les communes du secteur de Mirepoix Ouest. La plupart des plans n'étaient pas classés par ordre alphabétique, et la numérotation de leurs pages n'était pas incluse dans la numérotation globale du dossier, la localisation d'une OAP manquait. Suite aux entretiens avec les maires, la commissaire enquêteur a transmis à chaque commune une liste reprenant les pages la concernant sur les dossiers concernés de l'enquête.

La liste des pièces administratives était complète suite à la demande d'adjonction de documents de la CE.

Il est à préciser que le dossier d'enquête n'est parvenu à la Commissaire Enquêteur que le 22 Novembre 2022, qui a auparavant travaillé avec les Schémas Directeurs fournis par le SMDEA.

La numérotation des OAP SE est identique à celle du PLUi pour Belloc.

Une modification du dossier initial de l'enquête est intervenue le 9 Janvier 2023 par le SMDEA, elle concernait une modification du projet de zonage proposé pour les communes de Mirepoix et de La Bastide de Bousignac.

2.2.5 La méthode employée pour l'étude des différents scenarii

La visite sur Belloc est intervenue en Août 2019. Elle avait pour objectif de

- . définir les contraintes de l'habitat vis-à-vis de la mise en place de dispositifs d'assainissement non collectif ;
- . définir des scenarii de collecte des effluents en fonction des contraintes de milieu.

Ces différents scenarii sont basés sur les résultats ci-dessous :

1 – Visite des terrains

Des points topographiques du terrain naturel ont été relevés et intégrés au SIG (Système d'Information Géographique) afin de définir les possibilités d'écoulement gravitaire.

2 – Contraintes des sols pour l'installation de filières d'assainissement non collectif et pour la dispersion des eaux épurées

Les contraintes de l'habitat vis-à-vis de la mise en œuvre de l'assainissement non collectif tiennent compte des critères suivants :

. **Taille des parcelles** : bien qu'aucune surface minimum ne soit imposée pour la mise en place d'un assainissement non collectif, les filières de type traitement des eaux usées par infiltration dans le sol en place ou reconstitué nécessitent de disposer d'une surface de terrain suffisante.

. **Relief, pente**

. **Capacité des sols à l'infiltration**

Dans certains cas, il est possible de mettre en place des filières compactes qui permettent de réduire la place nécessaire.

Toutefois, l'absence de parcelle de terrain ou la taille réduite peuvent entraîner une complexité voire une infaisabilité pour un assainissement non collectif conforme aux normes.

Le classement se fait pour chaque scénario selon :

- l'évaluation financière du projet (investissement, fonctionnement)
- l'évaluation technique (faisabilité, foncier)
- l'évaluation environnementale (présence d'exutoire).

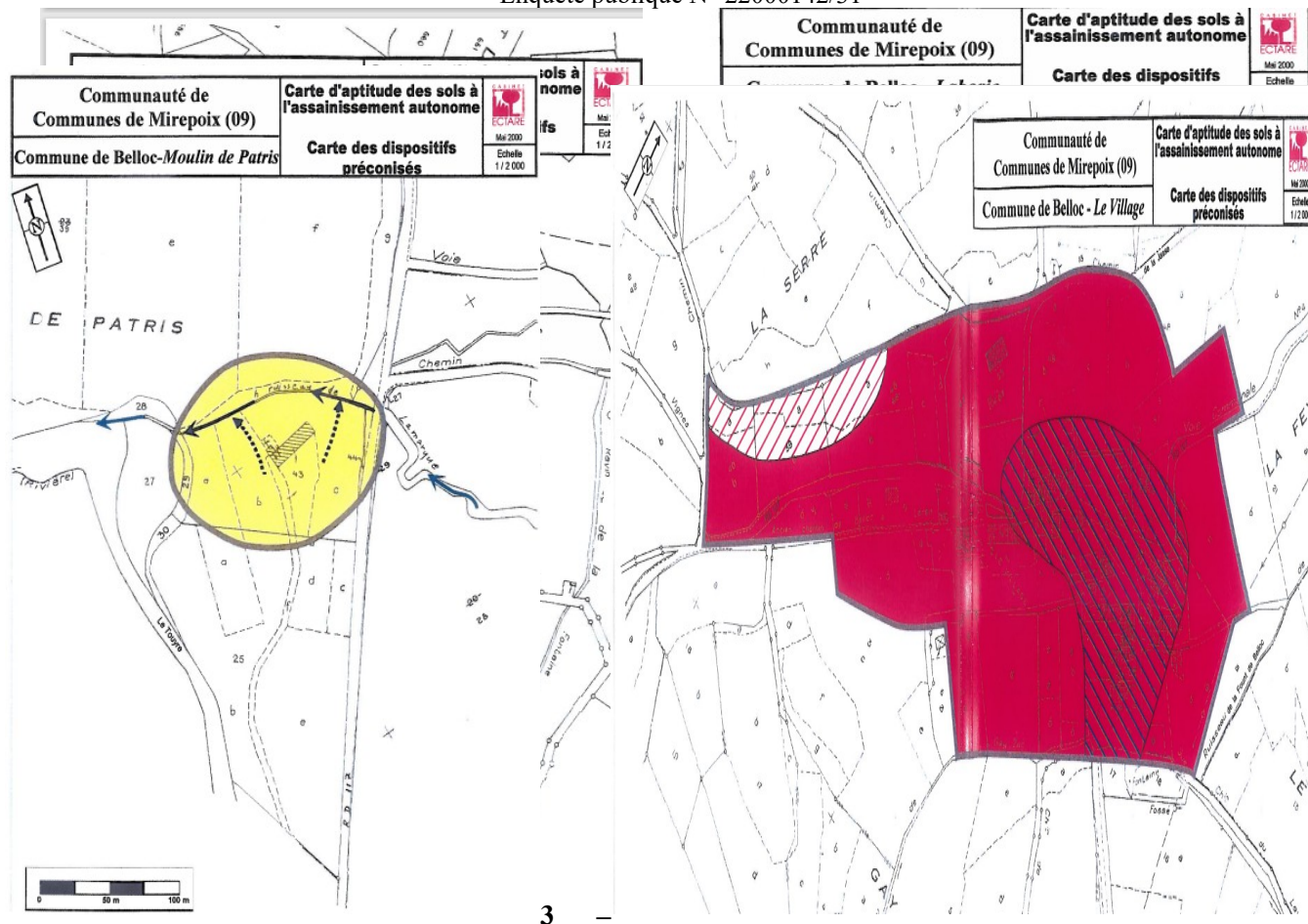
Pour Belloc, les types de terrain rencontrés sur la commune sont souvent peu favorables à la mise en œuvre des techniques de l'assainissement autonome avec infiltration. Les possibilités d'évacuer les eaux usées par infiltration dans le sol sont faibles, elles se limitent à quelques secteurs en haut du village et au hameau de Laborie.

Par conséquent les filières drainées sont préconisées.

- Secteur Liffart : faibles possibilités d'infiltration, tertres filtrants envisageables.
- Secteur moulin de Patris : rejets dans le ruisseau voisin possibles.

Il s'agit selon les secteurs, soit de la mise en place de terre filtrant sur une superficie minimale de parcelle de 1 700 m² (en rouge sur les cartes ci-dessous), soit de la mise en place de filtre à sable à flux vertical suivi d'un rejet vers le ruisseau (en jaune sur la carte ci-dessous) sur une superficie minimale de parcelle de 1 700 m².

Cartes d'aptitude des sols



Scenarii retenus

Ils correspondent

- soit à plusieurs possibilités techniques, qui dépendent du dimensionnement retenu par rapport au flux à collecter. Ces possibilités se calculent sur la base de la consommation en eau potable (150 l/j/EH) et sur la base du taux d'occupation (1,95 % pour Belloc) ou sur la base du taux d'occupation de la commune que l'on multiplie par le nombre d'habitations à raccorder, en conservant la valeur la plus élevée.
- soit à plusieurs étendues de la zone desservie pour le réseau d'assainissement projeté.

2.3 Différents scenarii examinés

La commune de Belloc se situe dans le département de l'Ariège. La commune, d'une superficie de 954 hectares, compte 80 habitants; sa population a augmenté de 2,3 % entre 2010 et 2019. Le territoire communal compte une unité urbaine principale au centre-bourg et 10 unités urbaines secondaires (regroupements agricoles ou hameaux) : Liffart, Laborie, Moulin de Patris, Lamarque, Charlot, Patris, La Jasse, Laval, Les Comparasses et Montplaisir. L'augmentation progressive de la population a induit une augmentation corrélative du nombre de logements qui s'établit aujourd'hui à 53 avec un taux d'occupation de 1,95.

La commune de Belloc est rattachée à la communauté de communes « Pays de Mirepoix » qui regroupe aujourd'hui 33 communes.

Belloc a transféré sa compétence dans le domaine de l'urbanisme à la CC du Pays de Mirepoix qui a engagé l'élaboration de son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) applicable depuis 2011. Ce document d'urbanisme fait l'objet d'une révision.

La commune dispose actuellement d'un schéma communal d'assainissement établi par le SMDEA et d'une carte d'aptitude des sols.

La commune n'est pas équipée d'un système d'assainissement collectif.

Dans ce contexte et afin de mettre en cohérence le PLUi et le zonage d'assainissement, le SMDEA09 a décidé de lancer une étude d'actualisation du schéma communal d'assainissement sur 29 des 33 communes du Pays de Mirepoix. Cette étude a pour but de définir, pour les zones urbanisées et urbanisables, un mode de collecte et de

traitement des eaux usées adapté à la structure des sols, à l'objectif de qualité du milieu naturel et aux équipements existants.

2.3.1 Maintien du schéma actuel en assainissement non collectif

Le maintien du schéma communal d'assainissement actuel impliquerait de mettre en conformité une grande partie des installations existantes.

Le coût moyen de la réhabilitation d'un dispositif existant est estimé entre 1 000 et 1 500 € HT, ce coût moyen pouvant varier d'une installation à l'autre.

Ainsi dans le centre-bourg, 3 logements ne possèdent pas de terrain suffisant et leurs installations présentent des contraintes importantes du fait notamment de la taille du terrain et de la nécessité, en cas de réhabilitation, de trouver une solution à l'extérieur de la parcelle.

Le dossier d'enquête publique rappelle également les contraintes diverses rencontrées sur le territoire : perméabilité faible des terrains limitant le pouvoir d'infiltration et d'épuration du sol, présence d'un exutoire pour l'ensemble des installations à vérifier.

2.3.2 Scenarii d'assainissement collectif

Sur Belloc, deux scenarii ont été étudiés :

Scénario BELLOC 01 : Création d'un réseau d'assainissement et d'une STEP Station d'Épuration des Eaux Usées

Base	=	50 EH	
STEP Parcelles concernées N° 18 et 23 avec rejet dans le Ruisseau LONGIS			
Coût total	=	137 000 € HT	
Coût total /EH	=	2 740 € HT	
RESEAU			
Collecte	=	367 800 € HT	
18 Branchements actuels	=	20 400 € HT	
6 Branchements futurs	=	15 300 € HT	
TOTAL			
Fonctionnement annuel	=	5 900 € HT	
Traitement et collecte	=	504 800 € HT	
Subventions possibles	=	82 360 + 103 120 = 185 480 €	

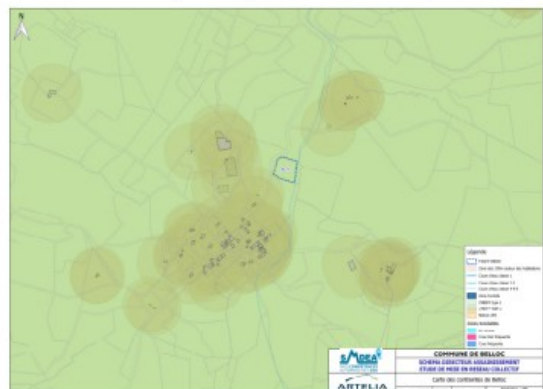
Reste à charge = 325 220 € HT.

Les Contraintes sont principalement les 3 ZNIEFF de Type I et II

Tracé des réseaux projetés



Capacité STEP existante	Type	Rejet	Contraintes environnementales	QMNAS (m³/s) *	Module (m³/s) *	Parcelle STEP
50 EH	FPR	Ruisseau Longis	ZNIEFF type I et II	0	0,005	23

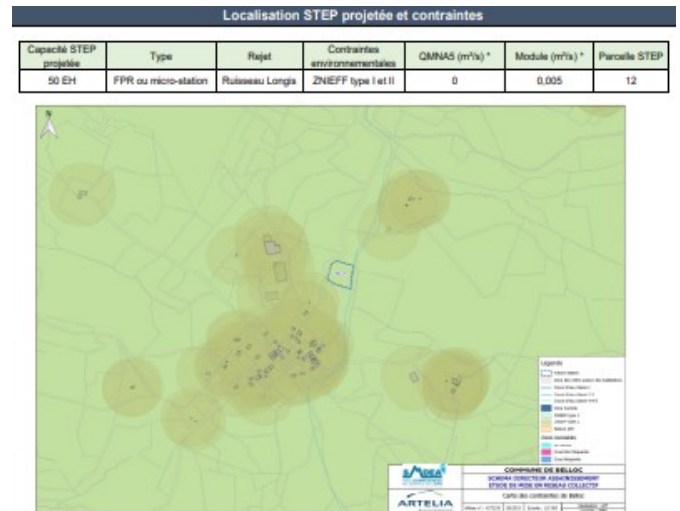
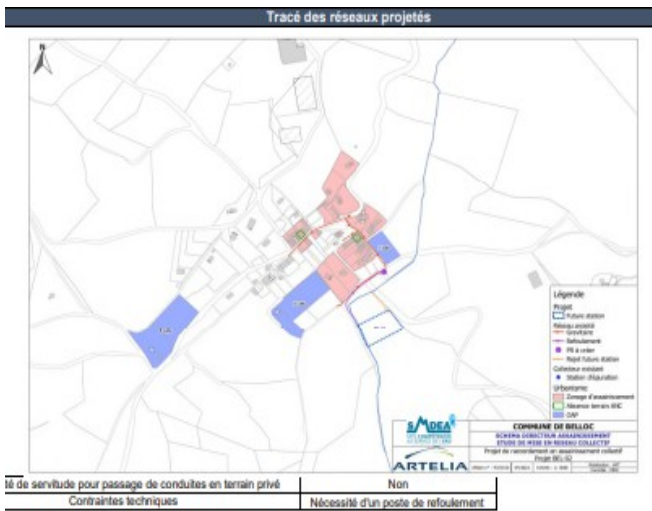


Scénario BELLOC 02 : Création d'un réseau d'assainissement et d'une STEP Station d'Épuration des Eaux Usées

Base	=	50 EH
STEP Parcelles concernées N° 12 et 18 avec rejet dans le Ruisseau LONGIS		

	Coût total	=	140 200 € HT
	Coût total /EH	=	2 800 € HT
RESEAU			
	Collecte	=	249 300 € HT
	16 Branchements actuels	=	15 600 € HT
	6 Branchements futurs	=	11 300 € HT
TOTAL			
	Fonctionnement annuel	=	5 600 € HT
	Traitement et collecte	=	389 500 € HT
	Subventions possibles	=	74 030 + 86 470 = 160 500 €
	Reste à charge		= 234 600 € HT.

Les Contraintes sont principalement les 3 ZNIEFF de Type I et II



Les deux scénarii relatifs à la mise en œuvre d'un réseau d'assainissement collectif du territoire de la commune de Belloc intègrent, de fait, la création d'une station de traitement des eaux usées (STEU) sur le territoire de la commune. Leur dimensionnement de cette station d'épuration a été évalué, sur la base des méthodes de calcul et des ratios habituels, à partir notamment de la consommation actuelle en eau potable des habitants ; il prend en compte les habitations actuelles et futures du territoire.

La future station d'épuration serait dimensionnée pour 50 équivalent-habitants (EH).

La municipalité ne dispose pas, à ce jour, de la maîtrise foncière sur la parcelle concernée.

Le choix entre les 3 options envisagées (maintien en assainissement non collectif ou mise en œuvre d'un assainissement collectif (scénarii 01 et 02) s'est effectué sur la base d'une analyse multicritères (financier, environnemental, technique et foncier).

Le maintien du schéma envisagé en assainissement collectif se heurtant à plusieurs difficultés d'ordre technique et financières, pour le territoire de Belloc, le choix retenu en fonction des relevés topographiques sur le terrain, de l'impossibilité de raccordement à une unité de traitement et des contraintes environnementales sur le secteur, a été de maintenir Belloc en assainissement non collectif sur l'ensemble de ses secteurs, y compris les nouveaux secteurs ouverts à la construction.

Sur cette commune, les contraintes liées à la mise en place d'un réseau d'assainissement collectif sont très importantes, tant financières que techniques qu'environnementales au vu du faible nombre de raccordement à réaliser.

2.4 Synthèse de l'analyse du dossier

SUR LE FOND

Le Schéma Directeur comprenait

- * des informations sur la réglementation pour les secteurs en ANC et en AC,
- * un justificatif de zonage qui est un simple récapitulatif du secteur d'étude,
- * des Plans de zonage pour l'ensemble des 29 communes soumises à la révision de leur zonage dont 14 sur le secteur Est concerné par le présent dossier et 15 par le secteur Ouest non concerné par le présent dossier.

La Notice de Zonage comprenait

- * un objet trop succinct et insuffisamment explicité pour la compréhension du public
- * des plans de futur zonage proposé pour la totalité des 29 communes en ordre non alphabétique et certains d'entre eux sont erronés, des modifications avec documents complémentaires ont été rajoutés au dossier d'enquête dans les 20 premiers jours de celle-ci.

Ce dossier, parfois très technique, était partiellement compréhensible par un public même non averti. Les recherches pour répondre à certaines interrogations du public se sont avérées compliquées. L'adjonction des plans de localisation de toutes les OAP SE sur un fond de plan PLUi pour l'ensemble des 14 communes concernées par la présente enquête aurait été la bienvenue. Il en est de même pour la localisation des zones concernées par les modifications avec les numéros des parcelles concernées (cela à fait l'objet d'un complément de pièces).

Les données sur l'environnement (hydrographie, géologie, milieu naturel, risques naturels) sont précises et résument l'état initial, elles auraient pu être utilement complétées par une étude plus ciblée des impacts des projets sur celui-ci.

Le public a pu trouver des informations utiles concernant la réglementation relative à l'Assainissement Non Collectif comme l'obligation de réhabilitation et les investigations et les travaux à réaliser pour la mise en conformité des installations ; et à l'Assainissement collectif comme l'obligation de raccordement et les conditions et le coût de raccordement.

Le résumé non technique aurait mérité un complément d'information sur les raisons des choix en particulier au point de vue environnemental.

Une modification du projet de révision des plans de zonage d'assainissement eaux usées pour les communes de Mirepoix et de La Bastide de Bousignac a fait l'objet d'une adjonction de documents annexes en date du 9 Janvier 2023 dans le dossier soumis à enquête publique (Bordereau explicatif, plan précédent du projet de zonage, nouveau projet, liste des parcelles concernées).

Toutefois, ce dossier répond

- aux prescriptions du PLUi
- à l'aptitude des sols à recevoir de nouvelles installations d'assainissement non collectif des eaux usées sur les secteurs concernés
- aux prescriptions de la ZRE et des ZNIEFF concernées
- ainsi qu'aux objectifs précisés du SRADDET et de son ZAN.

SUR LA FORME

Le dossier d'instruction se compose de deux documents principaux : le Schéma Directeur et la Notice de zonage, ainsi que de pièces annexes.

Le Schéma Directeur intègre de nombreux plans, schéma, graphiques qui complètent le document, toutefois il manquerait les extraits de plans cadastraux pour les zones modifiées sur le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées.

Dans les documents présentés, les renseignements recherchés étaient difficiles d'accès pour un public non averti. Il aurait été souhaitable que, comme l'avait souligné la commissaire enquêteur, chaque commune possède son propre dossier comprenant d'une part des généralités et des informations communes à toute réalisation de la révision d'un zonage d'assainissement et d'autre part des renseignements précis concernant uniquement la

commune objet de la présente enquête. La recherche d'informations aurait été plus rapide et plus synthétisée pour le public.

Dans le Résumé non technique, la décision du SMDEA par le biais de la délibération et l'avis de la MRAe sont manquantes. La Commissaire Enquêteur a demandé leur rajout lors de la signature des dossiers avant l'ouverture de l'enquête publique au titre des documents annexes.

1 - GENERALITES DU DOSSIER SOUMIS A ENQUETE

3.1 Cadre général du projet

3.1.1 Déroulement de la procédure

L'Agence de l'Eau Adour-Garonne (AEAG) a lancé en 2016 un appel à projets aux différents gestionnaires des services d'assainissement dans le but d'atteindre au plus vite l'objectif d'état écologique des masses d'eau fixé par le SDAGE 2016-2021 (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux).

Cet objectif consiste à atteindre un taux de 69% des masses d'eau en bon état écologique, taux fixé par la Directive européenne Cadre sur l'Eau.

Cet appel à projets concerne les systèmes d'assainissement dont les rejets sont situés sur des masses d'eau inférieures au bon état écologique avec une pollution domestique importante.

La commune de Belloc, adhérente au SMDEA pour l'Eau et l'Assainissement, ne dispose pas d'un système d'assainissement collectif (réseaux et stations d'épuration).

Dans ce contexte, le SMDEA 09 a lancé la réalisation d'un schéma directeur des eaux usées dans le but de réaliser un état des lieux actuel de l'assainissement sur la commune de Belloc, et d'apporter des solutions durables permettant d'allier le développement de ce territoire et le respect de l'environnement.

3.1.2 Lancement de l'enquête

Suite à la décision du Conseil d'Administration du SMDEA N° 2509 en date du 5 Juillet 2022 (cf ANNEXE 1), la Présidente a sollicité la désignation d'un commissaire enquêteur auprès du Tribunal Administratif de Toulouse.

Cette désignation est intervenue en date du 26 Septembre 2022 (cf ANNEXE 2).

Mme La Présidente du SMDEA de l'Ariège a pris un arrêté en date du 9 Novembre 2022, prescrivant la mise à l'enquête publique de la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la Commune de Belloc.

Cet arrêté précise les modalités de l'enquête : déroulement, permanences, mise à disposition du dossier d'enquête, recueil des observations du public, publicités, mise à disposition du public du rapport de l'enquête.

Le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la Commune a été arrêté en date du 5 Juillet 2022 et a été soumis à la mairie de Belloc en date du 8 Avril 2022, qui n'a pas émis d'avis sur les propositions du SMDEA, approuvant de ce fait selon les termes du courrier le projet de révision.

3.2 Objectifs de l'enquête

La présente enquête publique porte sur la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Belloc. Elle a transféré ses diverses compétences dans le domaine de l'eau potable, de l'assainissement collectif et non collectif et des milieux aquatiques au SMDEA 09 (syndicat mixte de l'eau et de l'assainissement de l'Ariège) qui est donc le maître d'ouvrage dans ce domaine.

L'objectif de la présente enquête est de réunir les éléments à charge et à décharge qui permettront à Madame la Présidente du SMDEA de l'Ariège, après avoir recueilli l'avis de la population, de se prononcer sur la révision du zonage d'assainissement des eaux usées sur le territoire de la Commune de Belloc telle que proposée dans la présente enquête publique, c'est-à-dire la détermination de l'implantation des zones soumises à assainissement collectif des eaux usées et par opposition la localisation des zones qui seront soumises à l'assainissement non collectif (ANC).

Cette révision est motivée par la volonté de mieux traduire dans un document à jour la cohérence indispensable entre

- le PLUi de la communauté de communes du Pays de Mirepoix approuvé en 2021 qui précise les perspectives de développement urbain les nouvelles zones à ouvrir à la construction
- les capacités d'assainissement du territoire avec l'évaluation des possibilités de mise en place d'un système d'assainissement collectif
- un programme d'investissement hiérarchisé et chiffré

Le document approuvé à l'issue de l'enquête sera joint des annexes sanitaires du PLUi.

3.3 Contexte administratif et réglementaire

L'influence de l'Union européenne dans le domaine de l'environnement est croissante en France. Les services publics d'eau et d'assainissement sont concernés par ces textes dont l'objectif commun est la préservation de l'environnement.

Comme pour l'eau potable, le service public d'assainissement constitue un domaine privilégié de coopération, soit sous la forme d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), soit à travers des syndicats mixtes. Dès lors qu'une commune confie à l'un de ces établissements publics de coopération l'exercice d'une ou plusieurs missions relevant de la compétence «assainissement», l'établissement public se substitue à la commune dans ses droits et obligations pour l'exercice de ladite compétence. L'étendue du transfert de compétence varie en fonction de la nature de l'établissement public qui en bénéficie.

. **Loi n° 83-630** du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement

. **Décret n° 85-453** du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi du 12 Juillet 1983

. **Loi n° 2006-1772** du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques

. **Article 245** de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement

. **Décret n° 2011-2018** du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement

. Articles L1331-1 à L 1331-16 du **Code Général de la Santé Publique** (Raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte - Prise en charge par les propriétaires, postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte suite à astreinte de la commune, des travaux de raccordement, de mise hors service des fosses après raccordement, d'installation d'assainissement non collectif conforme, au versement de la PRE le cas échéant, A charge du propriétaire de faire régulièrement assurer, pour une installation d'assainissement non collectif l'entretien et la vidange par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement ...)

. **Code de l'Urbanisme** Articles L 123-1-5, L 151-24, R 431-16 modifié par le Décret n° 2020-844 du 3 Juillet 2020 Article 15, L.123-1, L. 332-6-1 et L.311-4, L.421-3, R.421-2

. **Code Général des Collectivités Territoriales** notamment Partie législative : L2224-8, L2224-10 modifié et Partie réglementaire : R2224-8, R2224-9 qui précisent les documents réglementaires pour lesquels les collectivités doivent recourir à l'enquête publique. Le zonage d'assainissement des eaux usées en fait partie.

Articles R.2224-7 à R.2224-9 modifié : modalités d'établissement du plan de zonage des eaux usées

L'article L.2224-8 modifié du Code général des collectivités territoriales issu de la loi n°1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques précise que les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées ou en matière d'eau pluviale (article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales).

Pour les communautés de communes (articles L.5214-16 et L.5214-23-1 du CGCT) , la loi n°1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques permet de choisir, à titre optionnel, «tout ou partie de l'assainissement». Cette formulation permet un transfert limité à une ou plusieurs missions relevant de la compétence «assainissement».

. Code de l'Environnement

Chapitre III du titre II du livre I, parties législative (L123-1 et suivants) et réglementaire (R123-1 et suivants)
La présente procédure de révision du zonage d'assainissement est établie dans le respect des articles du Code de l'Environnement. Le projet est soumis à une enquête publique.
Cette procédure est conforme aux articles L-123-1 et suivants du Code de l'Environnement qui décrivent l'objet, la procédure et le déroulement de l'enquête publique et le code général des collectivités territoriales pour le zonage d'assainissement collectif et non collectif (élaboration et contenu).
Articles L123-1, L 123-2 modifié à L 123-19 et R 123-1 à R 123-27 modifiés : organisation de l'enquête publique.
Articles R123-1 à R 123-27, dont l'article R123-8 modifié : composition du dossier d'enquête publique.
Dans le cadre de l'évaluation environnementale au titre des articles R 122-2 et 122-3, il est précisé que le projet soumis à évaluation environnementale (avec étude d'impact) après examen au cas par cas par l'autorité environnementale est à soumettre à la DREAL.

3.4 Caractéristiques du projet

Belloc est une commune dont le territoire est à ce jour intégralement soumis à assainissement non collectif. Elle ne possède pas de réseau de collecte ni de station d'épuration et n'est raccordée à aucune autre station. Le SMDEA a étudié 2 scénarii sur Belloc, en sus de celui du maintien de la totalité du territoire en assainissement non collectif :

Scénario BELLOC 01 : Création d'un réseau d'assainissement et d'une STEP Station d'Épuration des

Eaux Usées

Base = 50 EH
STEP Parcelles concernées N° 18 et 23 avec rejet dans le Ruisseau LONGIS
Réseau prévu pour 18 Branchements actuels et 6 Branchements futurs
Montant total des travaux = 504 800 € HT dont Reste à charge = 325 220 € HT.

Scénario BELLOC 02 : Création d'un réseau d'assainissement et d'une STEP Station d'Épuration des

Eaux Usées

Base = 50 EH
STEP Parcelles concernées N° 12 et 18 avec rejet dans le Ruisseau LONGIS
Réseau prévu pour 16 Branchements actuels et 6 Branchements futurs
Montant total des travaux = 389 500 € HT dont Reste à charge = 234 600 € HT.

Aucun des deux scénarii n'est retenu par le SMDEA.

3.5 Avis de la MRAe

La MRAe seule PPA (Personne publique Associée) ayant apporté un avis sur le dossier, a précisé

- que le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Belloc partie intégrante de la communauté des communes du Pays de Mirepoix n'est pas soumis à évaluation environnementale
- que les probabilités d'incidences sur la santé et l'environnement sont limités en particulier s'il est possible d'installer des réseaux de collecte et des STEP
- que pour les installations ANC non conformes situées dans des habitats diffus non regroupés sur l'ensemble du territoire de Belloc, des solutions de mises aux normes existent.

1 - ORGANISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE

4.1 Désignation de la commissaire enquêteur

Par délibération N° 2509 en date du 5 Juillet 2022, le SMDEA a décidé d'approuver le dossier de notice de zonage pour la Révision du Zonage d'Assainissement de la commune de Belloc.

Le SMDEA 09 a adressé une demande au Tribunal Administratif de Toulouse pour la nomination d'un Commissaire Enquêteur.

Par décision N° E22000142/31 en date du 26 Septembre 2022, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné Madame GARRETA Marie-Chantal en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour conduire l'enquête publique prévue au titre du Code de l'Urbanisme et des articles R 123-1 ; R 123-19 ; L 123-1 et suivants ; L 123-5 du Code de l'Environnement (cf ANNEXE 2).

4.2 Arrêté prescrivant l'enquête

L'arrêté du SMDEA 09 en date du 9 Novembre 2022 (cf ANNEXE 3) pris par Mme la Présidente, prescrivait la tenue de l'enquête publique ainsi que les conditions du déroulement de celles-ci qui s'appuient sur les dispositions du Code de l'Environnement du Code Général de la Fonction Publique et du Code de la Santé Publique.

4.3 Calendrier de l'Enquête

La période de l'enquête publique a été arrêtée pour une durée de 40 jours. Elle a débuté le Jeudi 15 Décembre 2022 pour se terminer le Lundi 23 Janvier 2023.

La commissaire enquêteur a réalisé une permanence conjointe de trois heures en Mairie de Moulin Neuf pour les Communes de Belloc, de Roumengoux, de Moulin Neuf et de Lagarde le Mercredi 21 Décembre 2022 de 9 h à 12 h.

4.4 Modalités et Préparation de l'enquête

L'arrêté ci-dessus détaille les modalités de l'enquête unique et confirme la nomination de la commissaire enquêteur par le Tribunal Administratif de Toulouse.

L'enquête publique a été annoncée par voie d'affichage de l'arrêté du SMDEA en Mairie de Belloc au moins 15 jours avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de l'enquête, ainsi qu'en témoigne le certificat d'affichage (cf ANNEXE 5) et ainsi que la Commissaire enquêteur a pu le constater lors de sa visite et Lors de sa permanence en Mairie de Moulin Neuf.

Plusieurs rendez-vous en présentiel, téléphoniques ou par mails ont été pris, avec Mme PAUTRET et Mr SION - chargés du dossier au sein du SMDEA - en vue de confirmer les dates de l'enquête, de fixer les modalités d'information au public, les modalités de publicité, les dates et l'organisation des permanences, les modalités d'accès au dossier d'enquête pour le public.

Un rendez-vous a été pris avec Mr le Maire de Belloc le 25 Novembre 2022 afin de faire le point sur le dossier sous à la présente enquête, de finaliser les modalités de tenue de celle-ci et de réaliser une visite sur site.

4.5 Publicité de l'enquête et information effective du public

L'avis d'enquête (cf ANNEXE 5) a été publié par les services du SMDEA dans deux journaux d'annonces légales locaux. L'information effective du public a été réalisée au moins 15 jours avant le début de l'enquête et dans les 8 premiers jours de celle-ci.

Pour la Gazette les 25/11/2022 et 16/12/2022

Pour la Dépêche les 30/11/2022 et 22/12/2022.

Il a été affiché en caractères apparents et visible de la voie publique en Mairie de Belloc (panneaux d'affichage mairie). Les services du SMDEA ont procédé à l'affichage dans les lieux stratégiques du village.

Le dossier d'enquête publique a été mis en ligne sur le site du SMDEA <http://smdea09.fr/enquetes-publiques/avis-denquete-publique-relative-au-zonage-dassainissement-de-mirepoix-est/> et une adresse dédiée a été ouverte par le SMDEA à cet effet à compter du 15 Décembre 2022 à 9 heures et pour toute la durée de l'enquête.

Les publications respectent les prescriptions de l'arrêté du 9 Novembre 2022 (Article R 123.11 du Code de l'Environnement) et ont été transmises à la Commissaire Enquêteur par les services du SMDEA. La Mairie de Belloc lui a remis une copie du certificat d'affichage.

La commissaire enquêteur a pu constater que les affichages avaient été régulièrement réalisés aux emplacements prévus (cf ANNEXE 5). Cet affichage a été vérifié avant le début de l'enquête par la Commissaire enquêteur et lors de sa permanence à Moulin Neuf.

2 - DEROULEMENT DE L'ENQUETE

5.1 Ouverture de l'enquête

Conformément aux prescriptions du SMDEA, l'enquête publique relative au projet de Révision du zonage d'Assainissement des eaux usées de la Commune de Belloc a été ouverte le Jeudi 15 Décembre 2022 à 9 heures. L'ensemble des pièces du dossier paraphé par la commissaire enquêteur, a été déposé par les services du SMDEA en Mairie de Belloc.

Le registre d'enquête coté et paraphé a été ouvert ce même jour, il a été déposé en Mairie de Moulin Neuf désignée comme Bourg Centralisateur pour les communes de Belloc, Moulin Neuf, Roumengoux et Lagarde.

5.2 Accessibilité du dossier pour le public

L'ensemble des pièces du dossier a été mis à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture de la Mairie de Belloc et sur le site du SMDEA.

Les observations éventuelles pouvaient être inscrites sur le registre d'enquête papier, ou être adressées par courrier pendant la durée de l'enquête à la commissaire enquêteur à l'adresse du SMDEA ou par mail sur l'adresse dédiée enquete.publique-mirepoix-est@smdea09.fr

Le dossier de l'enquête qui n'était pas adapté à la lecture par des personnes atteintes de déficience visuelle pouvait être présenté et expliqué par la commissaire enquêteur lors de sa permanence.

5.3 Organisation des permanences

Les objectifs de la mission pour la commissaire enquêteur sont d'informer, de recueillir les observations émanant du public ; après avoir envoyé son procès-verbal de synthèse au SMDEA et reçu son mémoire en réponse, elle devra rédiger un rapport complété de conclusions et de ses avis motivés.

Les objectifs de la mission pour la commissaire enquêteur sont d'informer, de recueillir les observations émanant du public ; après avoir envoyé son procès-verbal de synthèse au SMDEA et reçu son mémoire en réponse, elle devra rédiger un rapport complété de conclusions et de ses avis motivés.

L'enquête publique s'est déroulée normalement.

Une salle a été réservée aux permanences de l'enquête publique accessible aux personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite en Mairie de Moulin Neuf.

Le lieu prévu a toujours été disponible et le personnel municipal de Moulin Neuf et de Belloc a collaboré avec efficacité, disponibilité et diligence avec la commissaire enquêteur lors de sa permanence et lors de ses demandes de documents par mails.

Conformément à l'arrêté de Mme la Présidente du SMDEA, la commissaire enquêteur s'est tenue à la disposition du public à la Mairie de Moulin Neuf selon le calendrier des permanences retenu :

Le Mercredi 21 Décembre 2022 de 9 heures à 12 heures.

Il est à préciser que cette permanence d'une durée de 3h a été organisée conjointement pour les Communes de Moulin Neuf, Roumengoux, Lagarde et Belloc.

5.4 Climat de l'enquête

L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions.

Aucun dysfonctionnement sur les modalités de déroulement de l'enquête n'a été relevé par la commissaire enquêteur ou porté à sa connaissance.

Aucun incident n'a été relevé.

5.5 Relation comptable des observations du public

Le public avait la possibilité de déposer ses observations manuscrites sur le registre prévu à cet effet à la mairie de Moulin Neuf, de rencontrer la commissaire enquêteur lors de sa permanence, d'adresser ses remarques par le biais de l'adresse mail dédiée à l'enquête : enquete.publique-mirepoix-est@smdea09.fr ou par courrier au SMDEA à l'attention de la Commissaire enquêteur.

Permanence à Moulin Neuf pour Belloc :

- Personne n'est venu voir la Commissaire enquêteur afin d'obtenir certaines précisions sur le dossier. Aucune observation n'a été portée sur le registre prévu à cet effet.

Aux jours et heures d'ouverture de la mairie de Moulin Neuf :

- Personne n'a souhaité porter ses observations concernant Belloc sur le registre prévu à cet effet.

Aux jours et heures d'ouverture de la mairie de Belloc :

- Personne n'est venu consulter le dossier d'enquête publique.

Adresse dédiée SMDEA

- Aucun mail présentant les observations de leur expéditeur n'a été reçu sur l'adresse dédiée.

AINSI :

- Personne n'a été reçu lors de chacune des deux permanences de la commissaire enquêteur.
- Personne n'a formulé un avis sur le registre papier déposé en Mairie
- Aucun courrier n'a été reçu au SMDEA
- Aucun mail n'a été déposé sur l'adresse dédiée ouverte par le SMDEA.

Tableau globalisateur

R = Observations inscrites sur le registre d'enquête

C = Observations adressées par courrier en Mairie au nom de la Commissaire Enquêteur

M = Observations adressées par mail sur l'adresse dédiée à l'enquête publique

R/2023	Mr	NEANT
---	------------	----------	-------

5.6 Clôture de l'enquête publique

Le registre d'enquête a été clôturé par Mr le Maire à la fin de l'enquête, le 23 Janvier 2023 à 17 heures, et par la commissaire enquêteur.

La durée de l'enquête a bien été de quarante jours consécutifs.

La commissaire enquêteur s'est assurée de la clôture au même moment de l'adresse dédiée.

Passé 17 h il n'était plus possible d'y déposer des observations.

1 - ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

6.1 Bilan des observations du public

* Bilan de l'information du public

L'information du public semble avoir été satisfaisante et conforme à la réglementation. L'avis au public relatif à l'enquête a été publié sur le site internet du SMDEA. Il a été affiché sur les lieux stratégiques du village et de ses hameaux, et l'arrêté en Mairie de Belloc. Les insertions successives dans la presse ont bien été effectuées en temps et en heure. Ainsi, toute personne souhaitant disposer d'informations sur le dossier pouvait y avoir accès à toute heure.

On peut donc considérer que le public a été correctement informé du projet et qu'il a bien été invité à se manifester pendant toute la durée de l'enquête.

* Bilan des observations du public

Le jour de permanence, le public a pu s'exprimer librement et obtenir auprès de la commissaire enquêteur les informations lui paraissant nécessaires relatives à l'enquête et concernant leurs demandes.

La participation du public a été inexistante. Personne n'est venu rencontrer la commissaire enquêteur, personne n'a porté une observation sur le registre ou n'a adressé ses observations par courrier ou par mail.

6.2 Analyse des observations du public

* Contenu et portée des observations du public

Le principe de la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la Commune n'a pas été remis en question pendant toute la durée de l'enquête.

L'habitat étant éparpillé sur le territoire (80 habitants, 11 hameaux, 954 ha), le choix de maintenir la commune sous assainissement non collectif semble adapté au territoire.

Il n'y a pas d'opposants déclarés au projet, ni de contestation.

Aucune observation n'a été portée sur le registre d'enquête.

Le périmètre du projet qui englobe la totalité de la commune de Belloc a été clairement présenté dans le dossier. Toutes les modalités de l'enquête ont été réalisées conformément à la réglementation.

2 - PROCES VERBAL DE SYNTHESE ET MEMOIRE EN REPONSE

7.1 Procès-verbal de Synthèse

Au terme de l'enquête et dès réception du registre et des différents documents annexés, la commissaire enquêteur a souhaité établir, en date du 27 Janvier 2023, un procès-verbal de synthèse reprenant en particulier certaines interrogations de la Commissaire Enquêteur puisqu'il n'y a eu aucune observation sur le registre (cf ANNEXE 7).

Ce PV a été présenté à Mme PAUTRET, technicienne en charge du dossier du dossier en date du 30 Janvier 2023.

Cette procédure n'est pas obligatoire, l'enquête publique concernée n'intégrant pas un volet environnemental. La Commissaire enquêteur a souhaité, par ce document listant ses interrogations, obtenir certaines précisions de l'autorité demanderesse, qui lui permettront ainsi d'éclaircir certaines observations du public.

Le procès-verbal a bien été produit dans la huitaine suivant la clôture de l'enquête (le 30 Janvier 2023). La Commissaire enquêteur a informé le SMDEA qu'il disposait d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

7.2 Mémoire en réponse du SMDEA

Le SMDEA a adressé par mail retour à la commissaire enquêteur son mémoire en réponse le 9 Février 2023 (cf ANNEXE 8).

Ce mémoire en réponse de Mme Amélie BERT, Directrice Technique du SMDEA, a été adressé à la Commissaire enquêteur, il répond précisément aux interrogations formulées.

3 - PIECES ANNEXES

- ANNEXE 1 - Délibération N° 2509 du SMDEA en date du 05/07/2022 approuvant le projet et demandant le lancement de l'enquête publique
- ANNEXE 2 - Décision de nomination du Tribunal Administratif de Toulouse en date du 2 Septembre 2022 portant le N° 22000142/31
- ANNEXE 3 - Arrêté du SMDEA en date du 9 Novembre 2022 prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de révision du zonage d'assainissement sur la Commune de Belloc
- ANNEXE 4 - Avis d'enquête publique publié dans les deux journaux d'annonces légales
- ANNEXE 5 - Publications dans LA DEPECHE et LA GAZETTE
- ANNEXE 6 - Photos et Certificat Affichage de l'avis d'enquête publique sur le territoire de la commune de Belloc
- ANNEXE 7 - PV de Synthèse de l'enquête publique
- ANNEXE 8 - Réponse du SMDEA au PV de Synthèse de l'enquête publique

Fait à Ax-les-Thermes, le 17 Février 2023

La Commissaire Enquêteur,

A handwritten signature in black ink, slanted upwards to the right. The signature appears to be 'M. Garreta' with a large, stylized flourish at the end.

GARRETA Marie-Chantal

ANNEXE 1



**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**DU SYNDICAT MIXTE DÉPARTEMENTAL DE L'EAU
ET DE L'ASSAINISSEMENT**

DÉLIBÉRATION N°2509

**OBJET : Approbation des projets des zonages d'assainissement
avant enquête publique Communauté des Communes de Mirepoix**

L'an Deux Mille Vingt-deux et le 5 du mois de juillet, de 18 H 00 à 20 h 00, le Conseil d'Administration du Syndicat Mixte Départemental de l'Eau et de l'Assainissement, dûment constitué, s'est réuni dans les locaux du Conseil Départemental de l'Arrière en raison des contraintes sanitaires, sous la présidence de Madame Christine TÉQUI, Présidente.

PRÉSENTS : BENDOU Raymond, BIASQUET Jérôme, BESMARD Daniel, BOIX Jean-Pierre, CUAÏN Elisabeth, COCHRIS Jean-Claude, ESCANDE Jacques, EYCHENNE Joëlle, FERRÉ Jean-Paul, GONCALVES Daniel, LAFONT Patrick, MAYODON Alain, METGE Alain, TEGUI Christine, VIDAL André, VIEL Pierre.

EXCUSÉS : BÉNABENT Hervé, COURRET Jean-Luc, LOUBET Christian, MARETTE Louis, ROCHET Alain, SANCHEZ Marc, SERRÉS Jean-Claude, SOLER Jean-Michel.

ABSENTS : GARNIER Alain, MAGDALOU Franck, PORTET Thierry.

PROCURATIONS : BÉNABENT Hervé donne pouvoir à BESMARD Daniel
COURRET Jean-Luc donne pouvoir à GONCALVES Daniel
LOUBET Christian donne pouvoir à MAYODON Alain
MARETTE Louis donne pouvoir à VIDAL André
ROCHET Alain donne pouvoir à BOIX Jean-Pierre
SANCHEZ Marc donne pouvoir à METGE Alain
SERRÉS Jean-Claude donne pouvoir à ESCANDE Jacques
SOLER Jean-Michel donne pouvoir à TEGUI Christine

SMDEA - Conseil d'Administration du 05/07/2022 - Délibération n°2509

Madame La Présidente expose que :

- * Le SMDEA est seul compétent pour la mission d'assainissement sur les communes de :

<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Aigues Vives <input type="checkbox"/> La Bastide de Bousignac <input type="checkbox"/> Belloc <input type="checkbox"/> Besset <input type="checkbox"/> Cazals des Bayles <input type="checkbox"/> Coutens <input type="checkbox"/> Dun <input type="checkbox"/> Esclagne <input type="checkbox"/> Lagarde <input type="checkbox"/> Lapenne 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Lérin <input type="checkbox"/> Limbrassac <input type="checkbox"/> Malegoude <input type="checkbox"/> Manses <input type="checkbox"/> Mirepoix <input type="checkbox"/> Montbel <input type="checkbox"/> Moulin Neuf <input type="checkbox"/> Pradettes <input type="checkbox"/> Régat <input type="checkbox"/> Rieucros 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Roumengoux <input type="checkbox"/> Saint Félix de Tourneгат <input type="checkbox"/> Sainte Foi <input type="checkbox"/> Saint Julien de Gras Capou <input type="checkbox"/> Saint Quentin la Tour <input type="checkbox"/> Teilhet <input type="checkbox"/> Tourtrol <input type="checkbox"/> Troye d'Arège <input type="checkbox"/> Vals <input type="checkbox"/> Viviers
--	--	--
- * La commune de Lérin fait l'objet d'une étude spécifique et est exclue de la présente enquête publique ;
- * Le SMDEA a lancé la réalisation du schéma directeur d'assainissement en 2018 ;
- * Un programme pluriannuel et hiérarchisé d'actions a été élaboré, afin de pallier aux dysfonctionnements constatés ;
- * Vu l'avis de la DREAL n° 2022DRO106 en date du 18 mai 2022, concernant l'examen au cas par cas des zonages de l'assainissement conformément à l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales ;
- * Le zonage d'assainissement des eaux usées a été révisé en prenant en compte les contraintes naturelles, technique et d'urbanisation.

Le projet de zonage d'assainissement doit être soumis à enquête publique.

Par conséquent, le SMDEA doit approuver le projet de zonage d'assainissement avant enquête publique.

Madame la Présidente vous soula gré de bien vouloir délibérer sur le présent zonage d'assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes de Mirepoix, pour les communes de Aigues Vives, La Bastide de Bousignac, Belloc, Besset, Cazals des Bayles, Coutens, Dun, Esclagne, Lagarde, Lapenne, Limbrassac, Malegoude, Manses, Mirepoix, Montbel, Moulin Neuf, Pradettes, Régat, Rieucros, Roumengoux, Saint Félix de Tourneгат, Sainte Foi, Saint Julien de Gras Capou, Saint Quentin la Tour, Teilhet, Tourtrol, Troye d'Arège, Vals et Viviers.

SMDEA - Conseil d'Administration du 05/07/2022 - Délibération n°2509

AR CONTROLE DE LEGALITE : 009-250901873-20220809-2509_1-DE
en date du 09/08/2022 ; REFERENCE ACTE : 2509_1

Oui l'exposé de Madame la Présidente et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents :

* **APPROUVE,**
ledit rapport.

* **AUTORISE,**
Madame la Présidente, à signer tous documents sur le présent zonage d'assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes de Mirepoix, pour les communes de Aigues Vives, La Bastide de Bousignac, Belloc, Besset, Cazals des Bayles, Coutens, Dun, Esclagne, Lagarde, Lapenne, Limbrassac, Malegoude, Manses, Mirepoix, Montbel, Moulin Neuf, Pradettes, Régat, Rieucros, Roumengoux, Saint Félix de Tourneгат, Sainte Foi, Saint Julien de Gras Capou, Saint Quentin la Tour, Teilhet, Tourtrol, Troye d'Arège, Vals et Viviers.

La Présidente du SMDEA,

Christine TÉQUI

ANNEXE 2

DECISION DU
26/09/2022

N° E22000142 /31

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULOUSE

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation commission ou commissaire

Vu enregistrée le 07/09/2022, la lettre par laquelle M. le Président du Syndicat mixte départemental de l'eau et de l'assainissement (SMDEA) de l'Ariège demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

le zonage d'assainissement des eaux usées des 14 communes suivantes faisant partie de la communauté de communes du Pays de Mirepoix : Aigues Vives, Belloc, Cazals des Bayles, La Bastide de Bousignac, Lagarde, Malegoude, Mirepoix, Montbel, Moulin Neuf, Régat, Roumengoux, Saint-Quentin-la-Tour, Sainte-Foi, Troye d'Ariège ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2022 ;

Vu l'arrêté de délégation du 1er septembre 2022 de la présidente du tribunal administratif de Toulouse ;

DECIDE


ARTICLE 1 : Madame Marie-Chantal GARRETA est désignée en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée à M. le Président du Syndicat mixte départemental de l'eau et de l'assainissement (SMDEA) de l'Ariège et à Madame Marie-Chantal GARRETA.

Fait à Toulouse, le 26/09/2022

Le magistrat délégué,


Briac LE FIBLEC



ANNEXE 3



DEPARTEMENT DE L'ARIEGE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MIREPOIX EST

**Arrêté prescrivant la mise à enquête publique
du zonage d'assainissement des eaux usées**

La Présidente du Syndicat Mixte Départemental de l'Eau et de l'Assainissement de l'Ariège,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2224-10, R. 2224-8 et R. 2224-9,

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 125-1 et suivants,

VU la loi n°83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et la protection de l'environnement ;

VU la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006, sur l'eau et les milieux aquatiques,

VU la délibération n°2509 du conseil d'administration en date du 5 août 2022 approuvant le projet de zonage d'assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix,

VU la décision de dispense de l'autorité environnementale après examen au cas par cas en date du 18 mai 2022,

VU l'ordonnance de Monsieur le président du tribunal administratif en date du 23 septembre 2022 désignant Madame Marie-chantal GARRETA, en qualité de commissaire enquêteur, pour les 14 communes suivantes : Aigues Vives, Belloc, Cazals des Bayles, La Bastide de Bousignac, Lagarde, Malegoude, Mirepoix, Mombel, Moulin Neuf, Regat, Roumengoux, Saint-Quentin-la-Tour, Sainte-Foi, Troye d'Ariège.

VU les pièces du dossier de zonage d'assainissement des eaux usées soumis à l'enquête publique,

SMDEA - Arrêté prescrivant la mise à enquête publique du zonage d'assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix Est

15

ARRETE

ARTICLE 1 - OBJET ET DATES DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Il sera procédé à une enquête publique sur les dispositions du zonage d'assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix EST, qui compte les 14 communes suivantes : Aigues Vives, Belloc, Cazals des Bayles, La Bastide de Bousignac, Lagarde, Malegoude, Mirepoix, Mombel, Moulin Neuf, Regat, Roumengoux, Saint-Quentin-la-Tour, Sainte-Foi, Troye d'Ariège. L'enquête publique sera programmée pour une durée de 40 jours, du 15 décembre 2022 au 23 janvier 2023.

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Mirepoix à l'adresse suivante : Mairie de Mirepoix – 31 Pl. Maréchal Leclerc – 09500 Mirepoix.

Sont soumis à l'enquête les définitions des zones d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif des eaux usées domestiques.

ARTICLE 2 – COMMISSAIRE ENQUETEUR

Madame Marie-chantal GARRETA a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par Mme la présidente du tribunal administratif de Toulouse.

ARTICLE 3 – MISE A DISPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête de chaque commune concernée sera tenu à la disposition du public :

- À la mairie de Aigues Vives, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le lundi de 14h à 18h, le mercredi de 10h à 12h et de 14h à 18h, le vendredi de 14h à 17h, en version papier ;
- À la mairie de Belloc, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le mercredi de 13h à 15h et le vendredi de 13h15 à 16h15 en version papier ;
- À la mairie de Cazals des Bayles, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le jeudi de 13h30 à 18h en version papier ;
- À la mairie de La Bastide de Bousignac, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le lundi de 13h30 à 18h, le mardi de 9h à 12h30, le mercredi de 8h à 13h, le jeudi de 13h30 à 17h et le vendredi de 11h à 12h30 en version papier ;
- À la mairie de Lagarde, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le lundi et jeudi de 13h à 17h30, en version papier ;
- À la mairie de Malegoude, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le lundi de 14h à 17h et le mercredi de 9h à 12h en version papier ;

SMDEA - Arrêté prescrivant la mise à enquête publique du zonage d'assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix Est

25

- À la mairie de Mirepoix, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le lundi et jeudi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h, le mardi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 18h, le mercredi et vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h en version papier ;
- À la mairie de Mornel, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h en version papier ;
- À la mairie de Moulin Neuf, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le lundi et mercredi de 9h à 12h en version papier ;
- À la mairie de Régat, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le mercredi de 15h à 17h en version papier ;
- À la mairie de Roumengoux, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le lundi et le jeudi de 9h30 à 17h en version papier ;
- À la mairie de Saint-Quentin-la-Tour, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h, le mercredi de 9h à 12h en version papier ;
- À la mairie de Sainte Foi, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le jeudi de 9h à 11h en version papier ;
- À la mairie de Troyes d'Arliège, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le mardi et vendredi de 9h30 à 12h en version papier ;
- En version numérique sur le site du SMDEA à l'adresse suivante : <https://smdea09.fr/espaces-publics/mis-en-enquete-publique-relative-au-zonage-dassainissement-de-mirepoix-est/>

Un registre d'enquête à feuilles non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur sera disponible, pendant toute la durée de l'enquête, aux mairies des communes de Mirepoix, Malégoade (pour Malégoade, Cazals des Bayles et Sainte Foi), Saint-Quentin-la-Tour (pour Saint Quentin la Tour, La Bastide de Bougnac et Troyes d'Arliège), Moulin Neuf (pour Moulin Neuf, Roumengoux, Lagarde et Belloc) et Aigues Vives, Mornel et Régat.

Les intéressés pourront prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement leurs observations :

- Sur les registres d'enquête
- Par lettre à l'intention de la commissaire enquêteuse et avec la mention « enquête publique zonage d'assainissement Communauté de Communes du Pays de Mirepoix EST », à l'adresse suivante :
SMDEA
Rue du Bicentenaire
09000 SAINT-PAUL-DE-JARRAT
- Par courrier électronique à l'adresse enquete.publique-mirepoix-est@smdea09.fr

SMDEA - Arrêté prescrivant la mise à enquête publique du zonage d'assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix Est

3/5

Les observations sont à transmettre au plus tard le 23 janvier 2023 à 17h.

ARTICLE 4 - PERMANENCES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

La commissaire enquêteuse sera présente, aux mairies de Mirepoix, Malégoade, Saint-Quentin-la-Tour, Moulin Neuf et Aigues Vives pour répondre aux demandes d'informations présentées par le public et recevoir les observations des intéressés sur le registre d'enquête. Elle sera présente aux jours et aux heures suivants :

- À la mairie de Mirepoix, pour les observations relatives à la commune de Mirepoix :
 - o Le jeudi 15 décembre 2022 de 9h00 à 12h00
 - o Le lundi 23 janvier 2023 de 14h00 à 17h00
- À la mairie de Malégoade, pour les observations relatives aux communes de Malégoade, Cazals des Bayles, Sainte-Foi :
 - o Le lundi 19 décembre 2022 de 14h00 à 17h00
- À la mairie de Saint-Quentin-la-Tour, pour les observations relatives aux communes de Saint-Quentin-la-Tour, La Bastide de Bougnac, Troyes d'Arliège :
 - o Le lundi 19 décembre 2022 de 9h30 à 12h30
- À la mairie de Moulin Neuf, pour les observations relatives aux communes de Moulin Neuf, Roumengoux, Lagarde, Bellec :
 - o Le mercredi 21 décembre 2022 de 9h00 à 12h00
- À la mairie d'Aigues Vives, pour les observations relatives aux communes d'Aigues Vives, Régat et Mornel :
 - o Le mercredi 21 décembre 2022 de 14h00 à 17h00

ARTICLE 5 - RAPPORT ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

À l'issue de l'enquête, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'un mois pour transmettre à la Présidente du Syndicat Mixte Départemental de l'Eau et de l'Assainissement de l'Arriège le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées.

ARTICLE 6 - MISE A DISPOSITION DU RAPPORT ET DES CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée au SMDEA et au Président du Tribunal Administratif de Toulouse pour chacune des 14 communes concernées. Le public pourra consulter ce rapport et ces conclusions dans chaque mairie concernée, au siège du SMDEA à Saint-Paul-de-Jarrat aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi que sur le site internet du SMDEA.

ARTICLE 7 - PUBLICITE

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et répété dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux diffusés dans le département. Cet avis sera affiché dans chacune des 14 mairies de la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix Est. Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant l'ouverture de l'enquête et ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la deuxième insertion.

SMDEA - Arrêté prescrivant la mise à enquête publique du zonage d'assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix Est

4/5

ARTICLE 8 - EXECUTION DE L'ARRETE

Des copies du présent arrêté seront transmises pour attribution et exécution à :

- Madame la Préfète de l'ARIEGE
- Madame le Commissaire Enquêteur

Je soussigné, Christine TEQUI, Présidente du Syndicat Mixte Départemental d'Eau et d'Assainissement de l'Arriège, Certifie le caractère exécutoire du présent acte, à compter du
informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.
A Saint Paul de Jarrat, le

La Présidente
Christine TEQUI
Reçu en Préfecture le :
Publié ou Notifié le :

Fait à Saint Paul de Jarrat, le 09/11/2022
La Présidente du SMDEA


Christine TEQUI

ANNEXE 4



AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Annonces légales

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE MIREPOIX EST

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Zone d'assainissement des eaux usées... Il est possible à une enquête publique de consulter le dossier de zonage d'assainissement...

Annexes des communes concernées... Liste des communes concernées par l'enquête publique.

Funeraires... Annonce de services funéraires avec coordonnées et tarifs.

ANASTROU... ANASTROU M. Raymond ARRIAGUE Agi de 77 ans. La commune à la fin du 10 novembre 2022.

BASTOS-DE-SEROU... BASTOS-DE-SEROU Agi de 77 ans. La commune à la fin du 10 novembre 2022.

BASTOS-DE-SEROU... BASTOS-DE-SEROU Agi de 77 ans. La commune à la fin du 10 novembre 2022.

BASTOS-DE-SEROU... BASTOS-DE-SEROU Agi de 77 ans. La commune à la fin du 10 novembre 2022.

BASTOS-DE-SEROU... BASTOS-DE-SEROU Agi de 77 ans. La commune à la fin du 10 novembre 2022.

BASTOS-DE-SEROU... BASTOS-DE-SEROU Agi de 77 ans. La commune à la fin du 10 novembre 2022.

BASTOS-DE-SEROU... BASTOS-DE-SEROU Agi de 77 ans. La commune à la fin du 10 novembre 2022.

BASTOS-DE-SEROU... BASTOS-DE-SEROU Agi de 77 ans. La commune à la fin du 10 novembre 2022.

BASTOS-DE-SEROU... BASTOS-DE-SEROU Agi de 77 ans. La commune à la fin du 10 novembre 2022.

BASTOS-DE-SEROU... BASTOS-DE-SEROU Agi de 77 ans. La commune à la fin du 10 novembre 2022.

ANNONCES

AVIS PUBLICS

SMDEA Avis d'enquête publique... Communauté de Communes du Pays de Mirepoix Est

AVIS... Avis public concernant le zonage d'assainissement des eaux usées.

AVIS... Avis public concernant le zonage d'assainissement des eaux usées.

AVIS... Avis public concernant le zonage d'assainissement des eaux usées.

AVIS... Avis public concernant le zonage d'assainissement des eaux usées.

AVIS... Avis public concernant le zonage d'assainissement des eaux usées.

AVIS... Avis public concernant le zonage d'assainissement des eaux usées.

AVIS... Avis public concernant le zonage d'assainissement des eaux usées.

AVIS... Avis public concernant le zonage d'assainissement des eaux usées.

AVIS... Avis public concernant le zonage d'assainissement des eaux usées.

AVIS... Avis public concernant le zonage d'assainissement des eaux usées.

SMDEA Avis d'enquête publique... Informations sur la consultation publique, dates d'ouverture, et coordonnées de contact.

SMDEA Avis d'enquête publique... Informations sur la consultation publique, dates d'ouverture, et coordonnées de contact.

ANNEXE 5

La Dépêche 1ère Publication le 30/11/22

La Dépêche 2ème Publication le 16/12/22

La Dépêche 2ème Publication le 22/12/22

Table with 4 columns: Mairie, Date d'ouverture, Heure d'ouverture, et Mairie. Rows list municipalities like Mirepoix, Malegoude, Saint-Quentin-la-Tour, etc., with their respective opening dates and times.



ANNEXE 7

DELIMITATION DES ZONES D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES
DE LA COMMUNE DE BELLOC

ENQUETE PUBLIQUE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Monsieur Éric ALARD, Maire de la commune de BELLOC certifie :

- Avoir fait afficher du 23/11/2022 au 25/01/2023 en la forme habituelle et à la porte principale de la Mairie et aux lieux accoutumés, l'arrêté syndical du 09 novembre 2022 prescrivant l'enquête publique sur le zonage d'assainissement des eaux usées de la communauté de commune de Mirepoix EST, ainsi que l'avis d'enquête publique pendant la durée de l'enquête.

Fait à BELLOC
Le 27/01/2023

Le Maire
Éric ALARD



DEPARTEMENT DE L'ARIEGE

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES DU PAYS DE MIREPOIX

COMMUNE DE BELLOC

Ouverte le 15 Décembre 2022 par arrêté de Mme la Présidente du SMDEA en date du 9 Novembre 2022



Siège du SMDEA 09 St Paul de Jarrat



Mairie de Belloc

PROCES-VERBAL DE SYNTHESE

Commissaire Enquêteur
GARRETA Marie-Chantal

SOMMAIRE

<u>1 – RAPPELS ET CONFORMITE</u>	3
<u>2 – PREMBULE</u>	
2.1 Contexte général	4
2.2 Climat de l'enquête	4
<u>3 – PUBLICATION – CONSTITUTION DU DOSSIER</u>	
3.1 La publication	5
3.2 Constitution du dossier	5
<u>4 – OBSERVATIONS DU PUBLIC</u>	6
<u>5 – QUELQUES INTERROGATIONS – SUGGESTIONS DE LA COMMISSAIRE ENQUETEUR</u>	8

1 – RAPPEL ET CONFORMITE

La notion de zonage d'assainissement initialement produite par l'article 35 de la Loi sur l'eau n° 92-3 du 3 Janvier 1992 est définie par l'article 54 de la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques n° 2006-1772 du 30 Décembre 2006.

L'objectif premier de la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Belloc est de mettre en adéquation ses perspectives de développement urbain et sa capacité d'assainissement dans le respect des préconisations du PLUi de 2021. En matière d'aménagement foncier, la commune applique le règlement du PLUi opposable depuis Novembre 2021 sur son territoire et n'est pas soumise à un PPRN bien qu'exposés à des aléas et risques.

Belloc est une commune rurale, située à 27 km à vol d'oiseau de Foix, à 28 km de Pamiers, et à 10 km de Mirepoix. Elle est considérée comme appartenant au groupe des communes peu ou très peu denses et est incluse dans l'aire d'attraction de Lavelanet. Elle est l'une des 33 communes adhérentes à la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix. Sa superficie est de 815 hectares pour une population de 80 habitants en 2019 et son altitude varie de 345 à 491 mètres. Son territoire est vallonné avec une composition des sols offrant une faible capacité d'infiltration selon les secteurs.

En matière d'aménagement foncier, la commune applique le règlement du PLUi opposable depuis Novembre 2021 sur son territoire et n'est pas soumise à un PPRN bien qu'exposée à des aléas et risques.

L'occupation des sols de la commune est marquée par l'importance des territoires agricoles (61,8 % en 2018). Elle fait partie de la Petite Région Agricole dénommée « Coteaux de l'Ariège ». En 2010, son orientation technico-économique de l'agriculture était l'élevage de bovins pour la viande et un nouvel élevage de chèvres. Les secteurs destinés à l'habitat sur le territoire se compose du bourg et de 10 unités urbaines secondaires (regroupements agricoles ou hameaux) : Liffart, Laborie, Moulin de Patris, Lamarque, Charlot, Patris, La Jasse, Laval, Les Camparasses et Montplaisir.

La présente enquête publique porte sur la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Belloc. Elle a transféré ses diverses compétences dans le domaine de l'eau potable, de l'assainissement collectif et non collectif et des milieux aquatiques au SMDEA 09 (Syndicat mixte de l'eau et de l'assainissement de l'Ariège) qui est donc le maître d'ouvrage dans ce domaine. Elle est actuellement soumise à un zonage d'assainissement de ses eaux usées, dont le projet de révision, présenté par le SMDEA, fait aujourd'hui l'objet de la présente enquête publique. Elle possède une carte d'aptitude des sols et des préconisations selon les secteurs pour les installation en assainissement non collectif.

Son objectif est de réunir les éléments à charge et à décharge qui permettront à Madame la Présidente du SMDEA de l'Ariège, après avoir recueilli l'avis de la population, de se prononcer sur cette révision du zonage d'assainissement des eaux usées sur le territoire de la Commune de Belloc, c'est-à-dire la détermination de l'implantation des zones soumises à assainissement collectif des eaux usées et par opposition la localisation des zones qui seront soumises à l'assainissement non collectif (ANC).

Le projet d'élaboration de la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Belloc repose sur une analyse des contraintes, prenant en compte la superficie des parcelles, la topographie du terrain, l'occupation des parcelles et leur pédologie (étude des sols dans leur environnement naturel : formation, structure et évolution des sols).

Cette révision est motivée par la volonté de mieux traduire dans un document à jour la cohérence indispensable entre

- le PLUi de la communauté de communes du Pays de Mirepoix approuvé en 2021 qui précise les perspectives de développement urbain, les nouvelles zones à ouvrir à la construction
- les capacités d'assainissement du territoire avec l'évaluation des possibilités de l'extension du système d'assainissement collectif actuel
- un programme d'investissement hiérarchisé et chiffré

Le document approuvé à l'issue de l'enquête sera joint des annexes sanitaires du PLUi.

Il appartient donc au maître d'ouvrage de déterminer le parti d'aménagement à retenir pour le territoire concerné en tenant compte de la situation existante et des perspectives d'avenir et de fixer en conséquence le zonage d'assainissement des eaux usées de Belloc et les possibilités de construction sur la commune.

Au terme de l'Enquête Publique Conjointe (le 23 Janvier 2023), la commissaire enquêteur souhaite communiquer au SMDEA un Procès-verbal de synthèse. Ce dossier ne comportant pas un volet environnemental, la transmission de ce document n'est pas obligatoire (article R 124-8 du Code de l'Environnement).

Le SMDEA est invité dans un délai de 15 jours (au plus tard le 14 Février 2023) à lui adresser son mémoire en réponse.

Cette enquête s'appuie sur les textes suivants :

. **Loi** n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement

. **Décret** n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi du 12 Juillet 1983

. **Loi** n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques

. **Article** 245 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement

. **Décret** n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement

. Articles L1331-1 à L 1331-16 du **Code Général de la Santé Publique**

. **Code de l'Urbanisme**

Articles L 123-1-5, L 151-24, R 431-16 modifié par le Décret n° 2020-844 du 3 Juillet 2020 Article 15, L.123-1, L. 332-6-1 et L.311-4, L.421-3, R.421-2

. **Code Général des Collectivités Territoriales**

Articles L2224-8, L2224-10 modifié et Articles R2224-8, R2224-9 ; Articles R.2224-7 à R.2224-9 modifié ; Article L.2224-10, L.5214-16 et L.5214-23-1

. **Code de l'Environnement**

Chapitre III du titre II du livre I, Articles L123-1 et suivants, Articles R123-1 et suivants

Articles L123-1, L 123-2 modifié à L 123-19 et R 123-1 à R 123-27 modifiés, Articles R123-1 à R 123-27, Articles R 122-2 et 122-3.

2 – PREEMBULE

2.1 Contexte général

Le projet de révision du zonage d'assainissement Eaux Usées sur le territoire de la Commune de Belloc, présenté par le SMDEA, a pour objet d'étudier au vu de sa compatibilité avec les documents Loi sur l'eau, PLUi et contextes hydrographique et géologique du secteur,

- deux scenarii étudiés : « **BELLOC 01 : Création d'un réseau d'assainissement collectif** pour le raccordement de 24 branchements **et création d'une STEP** sur les parcelles 18 et 23 d'une capacité de 50 EH avec un rejet dans le Ruisseau de Longis», sur le centre bourg, le reste du zonage actuellement en application restant inchangé. « **BELLOC 02 : Création d'un réseau d'assainissement collectif** pour le raccordement de 22 branchements **et création d'une STEP** sur les parcelles 12 et 18 d'une capacité de 50 EH avec un rejet dans le Ruisseau de Longis», sur le centre bourg, le reste du zonage actuellement en application restant inchangé.

Une enquête publique a été diligentée afin de porter à la connaissance du public les scenarii étudiés et le choix du SMDEA quant à sa réalisation.

Cette enquête devra aboutir à la rédaction d'un rapport, d'un bilan avantages/inconvénients, de conclusions motivées et d'un avis motivé de la Commissaire Enquêteur qui sera présenté au Conseil d'Administration du SMDEA pour délibération.

2.2 Climat de l'enquête

L'enquête publique s'est déroulée dans les formes, conditions et délais prévus dans l'arrêté du SMDEA du 9 Novembre 2022.

La publicité, les documents présentés et l'organisation de l'accueil du public à la Mairie de Belloc ainsi que les possibilités offertes au public pour présenter ses observations ont été de nature à permettre au public et aux personnes concernées une bonne compréhension des spécificités et des enjeux du projet et à s'exprimer librement lors des permanences, et sur le registre ouvert à cet effet en Mairie de Moulin Neuf, ainsi que par courrier adressé à la commissaire enquêteur ou sur l'adresse dédiée ouverte par les services du SMDEA.

Le dossier est resté complet jusqu'à la fin de l'enquête et aucun incident a marqué le cours de cette consultation.

Concernant l'information du public sur le village, l'arrêté a bien été affiché par la Mairie sur son tableau d'affichage avant le 15 Décembre 2022, l'avis a bien été affiché aux endroits stratégiques de la Commune par les services du SMDEA.

3 – PUBLICATION – CONSTITUTION DU DOSSIER

3.1 La publication

La publication et la mise en ligne du dossier ont bien été réalisées dans les 15 jours précédant l'Enquête Publique dans la Gazette et la Dépêche le 30 Novembre 2022

Un dossier complet (version papier) est resté à disposition du public à la mairie de Belloc.

Une adresse dédiée a été ouverte à cet effet à compter du 15 Décembre 2022 à 9 heures et pour toute la durée de l'enquête par les services du SMDEA : enquete.publique-mirepoix-est@smdea09.fr afin que le public puisse y porter ses observations.

Le mode de publication s'est inscrit dans le champ d'application des ordonnances du 3 août 2016 et du 27 janvier 2017 qui mentionnaient que « l'information du public est assurée par voie dématérialisée et par voie d'affichage ... et que selon l'importance et la nature du projet aussi par voie de publication locale » sur le site de l'enquête.

La deuxième publication a été effectuée dans les 8 jours de l'enquête

Pour la Gazette le 16/12/2022

Pour la Dépêche le 22/12/2022.

3.2 Constitution du dossier

Le présent dossier soumis à l'enquête publique comprend :

- Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux usées avec
 - ▶ la présentation des collectivités et de leur environnement
 - ▶ l'évaluation du fonctionnement du système collectif et non collectif
 - ▶ le justificatif du zonage d'assainissement (extensions, scénarios)
 - ▶ le zonage d'assainissement (cartes, volets financiers)
 - ▶ les généralités relatives à l'assainissement collectif et non collectif
 - Notice du zonage rédigée par le SMDEA avec un résumé non technique reprenant
- ▶ le contexte réglementaire de l'enquête
- ▶ l'objet de l'enquête et son déroulement
- ▶ les caractéristiques du projet de zonage (récapitulatif)
- ▶ le plan des propositions de révision des zonages.
 - Les courriers, délibérations et arrêtés Tribunal Administratif, Agence Environnementale, SMDEA
 - Copie de l'Avis de la MRAe
 - Copie des publications dans deux journaux
 - Le dossier de modification relatif au projet de zonage d'assainissement Eaux usées des communes de Mirepoix et de La Bastide de Bousignac.

Les pièces du dossier après adjonction des documents demandés par la commissaire enquêteur étaient suffisantes pour avoir une compréhension correcte par le public du projet présenté.

Le registre de l'enquête publique déposé en Mairie de Moulin Neuf, commune centralisatrice pour Moulin Neuf, Roumengoux, Lagarde et Belloc a bien été ouvert et clos dans les conditions fixées réglementairement.

4 – OBSERVATIONS DU PUBLIC

Le public avait la possibilité de déposer ses observations manuscrites sur le registre prévu à cet effet à la mairie de Moulin Neuf, de rencontrer la commissaire enquêteur lors de sa permanence, d'adresser ses remarques par le biais de l'adresse mail dédiée à l'enquête : enquete.publique-mirepoix-est@smdea09.fr ou par courrier au SMDEA à l'attention de la Commissaire enquêteur.

Permanence à Moulin Neuf pour Belloc :

- Personne n'est venu voir la Commissaire enquêteur afin d'obtenir certaines précisions sur le dossier. Aucune observation n'a été portée sur le registre prévu à cet effet.

Aux jours et heures d'ouverture de la mairie de Moulin Neuf :

- Personne n'a souhaité porter ses observations concernant Belloc sur le registre prévu à cet effet.

Aux jours et heures d'ouverture de la mairie de Belloc :

- Personne n'est venu consulter le dossier d'enquête publique.

Adresse dédiée SMDEA

- Aucun mail présentant les observations de leur expéditeur n'a été reçu sur l'adresse dédiée.

AINSI :

- Personne n'a été reçu lors de chacune des deux permanences de la commissaire enquêteur.
- Personne n'a formulé un avis sur le registre papier déposé en Mairie
- Aucun courrier n'a été reçu au SMDEA
- Aucun mail n'a été déposé sur l'adresse dédiée ouverte par le SMDEA.

Tableau globalisateur

R = Observations inscrites sur le registre d'enquête

C = Observations adressées par courrier en Mairie au nom de la Commissaire Enquêteur

M = Observations adressées par mail sur l'adresse dédiée à l'enquête publique

.....	Mr	NEANT
-------	-------	----------	-------

Quels sont le contenu et la portée des observations du public ?

La participation du public a été nulle (0 personne reçue en cours de permanence, aucune observation inscrite sur le registre, aucune observation adressée par mail sur l'adresse dédiée du SMDEA).

Le jour de permanence, le public a pu s'exprimer librement et obtenir auprès de la commissaire enquêteur les informations lui paraissant nécessaires relatives à l'enquête et concernant leurs demandes.

5 – QUELQUES INTERROGATIONS DE LA COMMISSAIRE ENQUETEUR

1. Suite à un entretien avec Monsieur le Maire de la commune de Belloc, il semblerait qu'en accompagnement du courrier en date du 8 avril 2022 relatif au projet de révision du zonage d'assainissement du secteur du Pays de Mirepoix Est, ne figurait que le plan du projet de révision du zonage.
2. Pouvez-vous apporter des précisions complémentaires sur les raisons qui ont déterminées pour le SMDEA le choix de ne retenir aucun des deux scénarii étudiés pour Belloc ?

Ce procès-verbal de synthèse a été présenté à Mme PAUTRET Technicienne en charge du présent dossier le 30 Janvier 2023 au SMDEA.

Fait à Ax-les-Thermes, le 27 Janvier 2023

La Commissaire Enquêteur



GARRETA Marie-Chantal

ANNEXE 9

POLE INGENIERIE



N. Réf. : PROPASS-01-09194-MPA-2023-01

Contacts : **Marie-Laure PAUTRET** ou **Benoît SION**

(05.61.04.09.18 * ml.pautret@smdea09.fr

(**06.02.01.14.18** * **b.sion@smdea09.fr**

Objet : Enquête publique relative au zonage assainissement des communes du Pays de Mirepoix – Secteur Est

Madame,

Vous nous avez remis le 30 janvier 2023 les procès-verbaux d'enquête publique relatifs au zonage d'assainissement des communes du Pays de Mirepoix – Secteur Est, à savoir Aigues Vives, Belloc, Cazals des Bayles, La Bastide de Bousignac, Lagarde, Malegoude, Mirepoix, Montbel, Moulin Neuf, Régat, Roumengoux, Saint-Quentin-la-Tour, Sainte-Foi et Troye d'Ariège.

Vous trouverez ci-dessous les éléments de réponse aux questions et observations mentionnées dans les procès-verbaux de chaque commune :

1. Commune de Belloc

1. Suite à un entretien avec Monsieur le Maire de la commune de Belloc, il semblerait qu'en accompagnement du courrier en date du 8 avril 2022 relatif au projet de révision du zonage d'assainissement du secteur du Pays de Mirepoix Est, ne figurait que le plan du projet de révision du zonage.

Réponse du SMDEA : Effectivement, le courrier d'avril 2022 ne comportait que le plan de zonage en pièce jointe. Nous étions à disposition pour échanger si besoin, comme rédigé dans le courrier. Par ailleurs, un second courrier avait été envoyé le 22 août 2022 à chaque mairie pour indiquer que le zonage d'assainissement avant enquête publique avait été validé par le conseil d'administration du SMDEA et qu'une enquête publique suivrait.

2. Pouvez-vous apporter des précisions complémentaires sur les raisons qui ont déterminées pour le

SMDEA le choix de ne retenir aucun des deux scénarii étudiés pour Belloc ?

Réponse du SMDEA : Parmi les communes ne disposant d'aucun système d'assainissement collectif sur le secteur du Pays de Mirepoix, la commune de Belloc est l'une des communes où les taux de conformité des installations est le plus élevé (50 %). Bien que l'étude d'aptitude des sols met en évidence des terrains peu favorables à la mise en œuvre de techniques de l'assainissement autonome avec infiltration, les filières drainées sont ici adaptées. Seuls 3 logements ne disposent pas de terrain pour mettre en place un dispositif d'assainissement autonome. Le coût de mise en place de l'assainissement collectif sur la commune dépasse de plusieurs milliers d'euros les ratios usuels de coût de collecte par branchement, ce qui ne rend pas le projet viable. La MRAE a d'ailleurs émis un avis favorable au sujet du maintien de l'assainissement autonome sur la commune, considérant les habitats diffus.

Vous en souhaitant une bonne réception, je vous prie, d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Amélie BERT
Directrice Technique